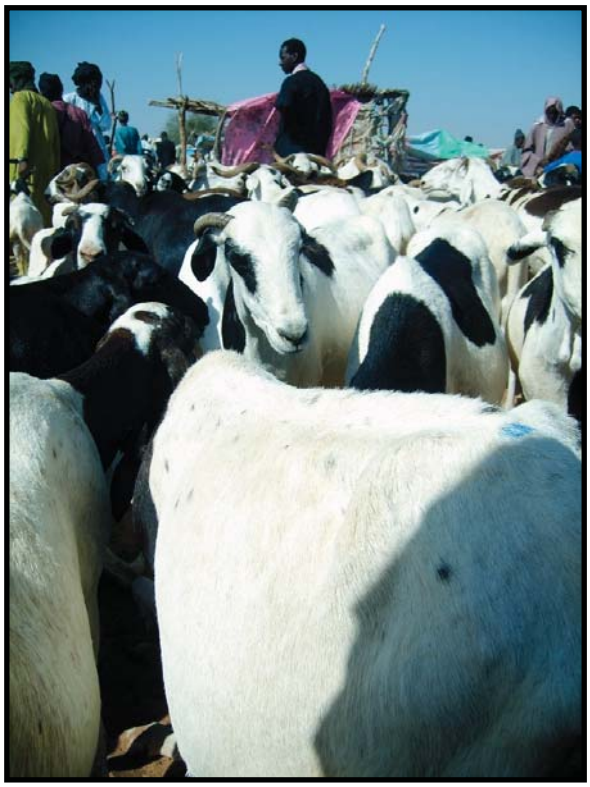
ATP ICARE

Elevage et territoire dans le « Ferlo », zone pastorale du nord du Sénégal

Rapport de mission
22 novembre - 1er décembre 2007



Olivier NINOT

UMR 8586
CNRS, Paris 1
Paris IV, Paris 7, EPHE

Janvier 2008

SOMMAIRE

Introduction : contexte et objectifs de la mission 3

1. Les grandes lignes de l'organisation spatiale du Ferlo. 6
   1.1 Les dispositifs d'encadrement 6
   1.2 Dynamiques démographiques et urbanisation 9
   1.3 Gradients écologiques 11

2. L'élevage et ses espaces 14
   2.1 L'élevage et les autres activités 14
   2.2 Les lieux et les parcours 18
   2.3 Les territoires des projets 22

3. Commerce et marchés des produits de l'élevage 25
   3.1 Acteurs et rythmes du commerce d'animaux 25
   3.2 Dahra Jolof, « capitale de l'élevage », et les marchés ruraux hebdomadaires relais 27
   3.3 Les espaces différenciés du commerce 29

4. Internationalisation des marchés et territoire 33
   4.1 Un gap temporel et spatial entre les marchés de consommation et les systèmes productifs 34
   4.2 Des relais et des passerelles entre local et global 36
   4.3 Des dynamiques des marchés aux dynamiques des territoires ? 38

5. A la recherche d'indicateurs d'un « développement territorial » dans la zone pastorale du Ferlo 39
   5.1 Les indicateurs retenus 39
   5.2 D'autres indicateurs ? 40

6. Conclusions : questionnements et perspectives de recherche 41
   6.1 Des pistes de réflexion 41
   6.2 Perspectives 42

Références bibliographiques 43
Liste des personnes rencontrées. 47
Calendrier 48

Introduction : contexte et objectifs de la mission

Le projet ICARE vise à mieux comprendre l'impact de l'internationalisation des marchés sur le développement territorial des régions d'élevage en Afrique occidentale et orientale. Il est financé sur 3 ans par des crédits incitatifs du CIRAD dans le cadre des « actions thématiques programmées » (ATP). Trois sites mobilisent les équipes de recherche impliquées dans le projet : le Sénégal, le Mali et l'Afrique de l'est (Ethiopie et Kenya). Plusieurs institutions partenaires participent au projet, notamment le BAME (Bureau d'Analyse Macro-Economique) de l'ISRA (Institut Sénégalais de Recherches Agricoles), le département de géographie de l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis, le Pôle Pastoral Zones Sèches (PPZS), et l'Institut d'Economie Rurale (IER) du Mali. Le projet a démarré en mars 2007. Un atelier méthodologique s'est tenu à Montpellier en septembre. Il a permis de présenter des notes de cadrage sur les pays étudiés et des notes méthodologiques sur les thèmes abordés. Des travaux en atelier ont également permis de définir des protocoles de recherche pour chacun des thèmes.

Le thème 2 de l'ATP ICARE a pour objet l'étude des dynamiques territoriales dans les bassins d'élevage. Il s'agit notamment de questionner l'élevage à l'épreuve du développement territorial, soit de mesurer l'importance des activités d'élevage et de la commercialisation de ses produits dans des processus de développement concernant un espace plus vaste que celui du « local » et impliquant un plus grand nombre et une grande diversité d'acteurs que le développement local. Concrètement, il s'agit par exemple de se demander « *si, dans certaines régions, la commercialisation des produits de l'élevage constitue un moteur – actuel ou potentiel - de processus de développement territorial* » (Magrin, 2007). Pour le Sénégal, une première mission (O. Diop, G. Magrin et N. Dia, de l'UGB) et un mémoire de DEA en géographie (N. Dia, UGB) ont permis d'identifier un certain nombre de pistes de compréhension du rôle de l'élevage dans le développement territorial de la région du Fouladou (sud du Sénégal). La mission « Ferlo » avait donc pour objectif d'approfondir les éléments de protocole identifiés lors de l'atelier méthodologique et d'étudier les interrelations entre élevage et territoire sur le second terrain sénégalais retenu, la zone pastorale du nord du Sénégal.

Plusieurs critères ont prévalu au choix de ce deuxième terrain d'étude au Sénégal. En premier lieu, il offre un contexte complémentaire à celui du Fouladou pour une approche des problématiques liées aux interrelations entre élevage et territoire dans leur diversité. Le Ferlo est également une zone où l'élevage est considéré comme important, mais à l'inverse du Fouladou, zone agro-pastorale, l'élevage pastoral domine dans le Ferlo. Par ailleurs, dans les représentations comme dans les schémas de développement et d'aménagement du territoire national, le Ferlo n'est pas un espace de projet, mais une partie du territoire réservée à l'élevage pastoral. Cette partie est aussi relativement préservée de l'avancée du front agricole par le maintien de l'élevage d'une part, et d'autre part, par la mise en défens d'une partie de ses terres au sein de réserves sylvo-pastorales et de réserves de faune. Enfin, avec l'extension des cultures, le Ferlo est aujourd'hui l'objet de convoitises (dans ses marges ouest et sud) et de débats. L'importance de l'élevage pastoral perçu comme peu rentable dans le modèle économique sénégalais, est discutée. Son rôle dans la mise en valeur du territoire, également discuté, a du être réaffirmé (timidement) dans la LOASP (Loi d'Orientation Agricole et Sylvo-Pastorale) votée en 2004. Ce contexte renvoie directement aux questions d'ICARE et en montre l'actualité et l'importance. Questionner l'élevage à l'épreuve du développement territorial, c'est s'interroger sur le développement des territoires qui s'y consacrent.

La mission s'est déroulée entre le 22 novembre et le 1er décembre 2007. D'un côté à l'autre du Ferlo, des visites dans les marchés, dans les villages, des entretiens avec des pasteurs, commerçants, responsables de projets de développement et d'administration, ont été menés. Le choix de rencontrer la diversité des situations et de chercher une compréhension globale de la zone étudiée a primé sur celui de concentrer les recherches sur une zone particulière. Ce choix répondait mieux aux objectifs d'une mission qui se voulait « exploratoire ». L'équipe était composée de Malick Ndione, chauffeur de l'ISRA, de Lamine Diallo étudiant en 3ème cycle de géographie à l'UGB, et d'Olivier Ninot, géographe, Ingénieur de Recherche au CNRS (UMR PRODIG). La connaissance du terrain de M. Ndione a souvent guidé nos choix et nous a évité bien des errements. Par sa maîtrise du *pulaar*, son sens du contact et de la diplomatie, la pertinence de ses remarques et son « œil de géographe », L. Diallo a apporté une contribution précieuse à cette mission. L'équipe s'est vue renforcée par la présence d'Oumar Diop et par celle de Dah Dieng, enseignants chercheurs en géographie à l'UGB, à l'occasion de la visite d'une unité laitière à Richard Toll.

La mission a bénéficié des apports de chacun, mais le rapport qui en est fait n'engage que son auteur. Ce rapport est articulé en 6 points. Les trois premiers proposent une lecture des relations entre élevage et territoire dans le Ferlo. Y sont présentés les grandes lignes de l'organisation spatiale, l'élevage et ses espaces, le commerce et les marchés des produits de l'élevage. Dans les trois derniers points il s'agit en premier lieu de revenir sur les questionnements du thème 2 de l'ATP à la lumière des informations recueillies par cette première mission de terrain : les liens entre internationalisation des marchés et territoire, le passage des dynamiques territoriales au développement territorial. En second lieu et en guise de conclusion, il s'agit de proposer des possibles perspectives et directions de recherche pour ICARE (principalement pour les activités du thème 2) sur le terrain du Ferlo.

Carte IGN – DTGC - 1/1000000ème.

1. Les grandes lignes de l'organisation spatiale du Ferlo.

En raison des faibles densités de population et de l'éloignement des centres urbains majeurs, le Ferlo se présente comme un espace « creux » au centre du territoire national. Il y est inégalement intégré : à l'ouest et au nord, les densités de population, les réseaux de bourgs et de petites villes, les infrastructures de transport et les activités économiques diversifiées sont d'importants facteurs d'intégrations ; au centre et à l'est, la présence de plusieurs réserves sylvo-pastorales et réserves de faune et de flore occupant de vastes étendues, la dispersion des implantations humaines, ainsi que l'absence quasi-totale d'infrastructures de transport contribuent à l'enclavement. Le Ferlo est donc un espace varié qui, s'il trouve dans sa « vocation pastorale » un élément fort d'unité, se différencie par les dispositifs d'encadrement[1], par les dynamiques démographiques et les conditions écologiques.

1.1 Les dispositifs d'encadrement

Le Ferlo s'étend principalement sur les trois régions de Louga, Matam et Saint-Louis et déborde, vers le sud-est, sur celle de Tambacounda. Il est polarisé par ses côtés : les capitales régionales, à la fois centres administratifs et principaux foyers urbains, ainsi que Touba[2], située à moins de 80 km de Dahra et de Louga, en sont les principaux pôles d'attraction. Linguère et Ranérou, préfectures peu peuplées (environ 12 000 habitants pour Linguère et environ 2 000 pour Ranérou) du centre du Ferlo (elles appartiennent à la région de Louga et à celle de Matam) ne parviennent pas à créer une polarisation au centre de ce territoire. Les deux localités sont reliées par une ancienne piste latéritique fortement dégradée et très peu fréquentée.
La création de la région de Matam en 2002 et l'érection de Ranérou au rang de chef-lieu de département ont amené les pouvoirs publics à décider de réhabiliter cet axe et de le bitumer. Les travaux de terrassement à partir de Linguère sont en cours. Outre la création d'un axe potentiellement structurant pour le Ferlo, cette nouvelle route modifiera vraisemblablement les mobilités du nord sénégalais en proposant une alternative à l'axe sud (via Tambacounda) et à celui du nord (le long du fleuve) aux échanges entre la moyenne vallée du Sénégal et le centre ouest (de Touba à Dakar).

A la division du territoire entre plusieurs entités administratives s'ajoute une réelle complexité liée à la superposition et à l'enchevêtrement des compétences. Leur transfert vers le niveau local mis en place dans le cadre de la décentralisation contribue à la création de multiples institutions détentrices de pouvoirs sectoriels ou territorialisés entre lesquelles l'articulation et les relations ne sont pas toujours bien maîtrisées par les acteurs eux-mêmes.
Au niveau de base, les chefs de village se maintiennent à côté des présidents des communautés rurales. Au niveau intermédiaire, les sous-préfets (au niveau des arrondissements) et préfets (au niveau des préfectures) n'ont que peu de prérogatives. C'est principalement au niveau de la région que la décentralisation s'opère. Les Agences Régionales de Développement (ARD) créées en 2001 se sont récemment vu confier la coordination des acteurs du développement régional et du Plan National de Développement

[1] Expression employée en particulier par P. Gourou pour désigner l'organisation des pouvoirs en dispositifs publics ou privés intervenant dans les multiples domaines de la vie en société, des systèmes de productions aux systèmes d'administration.
[2] Touba, « ville sainte » de la confrérie maraboutique mouride, compterait entre 300 000 et 500 000 habitant selon les sources. Elle est après l'agglomération dakaroise, le principal pôle du commerce national, et l'un des principaux centres de la vie de relations du Sénégal.

Local (PNDL, 2006). C'est également au niveau régional qu'interviennent la plupart les services déconcentrés de l'Etat[3] : directions régionales de l'élevage, de l'agriculture, de l'aménagement du territoire, du commerce, des eaux et forêts, etc. D'un service à l'autre et d'un niveau territorial à un autre, la distribution et le partage des compétences ne sont pas toujours très clairs, et la coordination des actions encore moins.

A côté des aménagements d'envergure nationale tels que les routes, c'est la région qui est souvent retenue comme l'échelle d'expression des projets d'aménagement territorial et des plans de développement. Au niveau de celle de Louga, deux documents dressent un état des lieux de l'aménagement régional, des activités, des infrastructures, etc. et dessinent les lignes directrices des projets de développement régional. Le secteur de l'élevage n'y est pas présenté comme un secteur prioritaire sur lequel pourrait s'appuyer une stratégie de développement régional et d'aménagement du territoire.
Le PRDI (Plan Régional de Développement Intégré) produit en novembre 2004 par la commission régionale de planification pour le Conseil Régional, définit 4 objectifs de développement correspondant aux principaux enjeux identifiés : protection des sols et restauration des écosystèmes ; diversification, modernisation et valorisation des produits agricoles ; création de richesses, développement des ressources humaines et améliorations du cadre de vie. L'élevage est associé aux rubriques concernant l'agriculture. Au niveau du diagnostic, on y lit que « *les systèmes de production en cours au niveau du secteur élevage sont caractérisés par des méthodes traditionnelles peu favorables à son développement. De plus, ces méthodes dont la plus notable est la transhumance sont caractérisées par leurs prédations sur les ressources ligneuses, les conflits récurrents avec les agriculteurs, la pratique de l'élevage contemplatif et les mouvements pendulaires qui desservent le croît des bêtes.* » Au niveau des projets, il est question de valoriser les produits forestiers et horticoles, de soutenir l'agriculture et la pêche, mais l'élevage est présenté comme une activité devant être intensifiée et modernisée, c'est-à-dire complètement transformée.

Cette perception du secteur est partagée par le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (Direction Régionale d'Aménagement du Territoire, 2003). Au chapitre des objectifs et axes d'aménagement, il est constaté que « *l'élevage reste une des activités phares de la région. Cependant il est extensif et transhumant. Aussi demeure-t-il un grand consommateur d'espaces. Il constitue de ce fait un des facteurs déterminants de dégradation de l'environnement de la région.* » Parmi les objectifs à atteindre, il est juste mentionné une intensification et modernisation du secteur. La perception d'un secteur de l'élevage peu performant, « archaïque », peu propre à « mettre en valeur » le territoire et exerçant de fortes pressions sur l'environnement est assez largement partagée au Sénégal. En comparaison, des discours plus nuancés défendant son rôle structurant pour les espaces ruraux les moins densément peuplés des zones les plus sèches du Sénégal et son importance en tant qu'activité génératrice de revenus, principaux pour une partie des ruraux, complémentaires pour la plupart, n'ont pas la même portée. Hormis pour les projets sectoriels menés par des ONG ou des organismes parapublics, l'élevage n'occupe donc qu'une place secondaire dans les projets de développement et d'aménagement territorial, y compris dans les espaces, tels que le Ferlo, où il a une importance singulière (Magrin, 2007).

Les différents « projets » de développement qui, souvent bien dotés financièrement, sont des acteurs clefs du développement et de l'aménagement du territoire, créent eux-aussi un autre découpage. Leurs secteurs d'activité et leurs territoires d'action recoupent ou interfèrent avec

[3] A l'exception notable des CERP (Centres d'Expansion Rurale Polyvalent) remplaçant les CADL (Centres d'Appui au Développement Local).

les dispositifs publics avec lesquels ils sont le plus souvent partenaires. Parmi les principaux projets intervenants dans la zone du Ferlo, plusieurs abordent frontalement ou indirectement le secteur de l'élevage : le PAPEL (centre ouest) et le PRODAM (est) sont centrés sur l'élevage ; le PADV (Projet d'Aménagement et de développement Villageois) sur l'aménagement et l'équipement ; Asiyla Gum est un projet de développement de la production de gomme arabique ayant l'ambition de contribuer à réduire la pauvreté.
A ces projets, il faut ajouter les organismes de micro crédit qui se multiplient dans la région, à l'exemple du Djomec (Djolof Mutuelle d'Epargne et de Crédit), du PAMECAS, du CAPEC, du Crédit Populaire Sénégalais, etc. tous installés récemment à Dahra (entre 1989 et 2006), mais pour certains, présents depuis plus longtemps dans d'autres villes et d'autres régions.

Agence du Djomec à Dahra. Cliché O.N.

L'implantation de ces organismes à Dahra répond d'abord à une logique de proximité avec une population cible principalement constituée d'éleveurs. Dahra accueille le plus important marché à bétail de la région ; la ville est par ailleurs accessible en transport en commun depuis un très grand nombre de villages, parfois très éloignés.

Le Djomec compte 8 000 adhérents sur l'ensemble de ses agences dont 3 500 à Dahra (ouverte en 2001), pour 1 milliards de francs CFA de crédits distribués. Les principaux secteurs d'activité qui ont été financés sont dans l'ordre, le commerce et l'élevage, les autres, tels que le transport, sont beaucoup moins représentés. Le montant des crédits varie de 50 000 à 4 millions de francs CFA. Le Djomec s'appuie sur une politique de proximité et cherche à s'implanter au plus près des villageois. L'organisme a des agences à Linguère, Dahra, Gassane, Barkedji, Affé, Thiel et espère s'implanter prochainement à Boulal et à Sagata. La stratégie d'implantation territoriale du Djomec et le nombre d'adhérents sont les marques de l'insertion de plus en plus forte des campagnes de la zone dans l'économie marchande et de l'existence d'une forme de dynamisme économique, ce qui s'oppose largement à la perception assez largement adoptée, d'un élevage « archaïque » entièrement déconnecté de l'économie marchande (cf. plus haut).

Le partage (ou la dispersion ?) des compétences entre une multiplicité de structures d'encadrement parfois autant concurrentes que partenaires exerçant à plusieurs niveaux, produit une certaine cacophonie.
Un exemple peut en être donné par le cas du forage de Péthiel, proche de la localité de Loumbol Amar, située au nord est de Ranérou, dans la Réserve de Faune du Ferlo-Nord. La communauté rurale a décidé de transférer une partie de ses compétences en matière de gestion environnementale (principalement les ressources ligneuses, fourragères et hydrauliques) au comité de gestion de l'unité pastorale mise en place avec l'aide du PRODAM. La construction du forage a été décidée dans ce cadre, sans que soit associée la direction des Eaux et Forêts, en charge de la gestion et de la protection des réserves de faune et des réserves sylvo-pastorales. Or, afin de les préserver, le statut des réserves de faune y interdit tout

aménagement pérenne, tel que les forages, pouvant contribuer à y fixer des activités agropastorales… Ce nouveau forage a donc été l'objet de quelques tensions entre le projet, la communauté rurale et la direction des Eaux et Forêts. Aujourd'hui, chacun s'accorde à dire que ce nouveau forage contribue finalement à sécuriser réellement les parcours des transhumants et l'accès à l'eau pour les populations des villages situés dans un rayon assez large. Mais la question de la coordination entre les différentes compétences et celle du statut des réserves dans un contexte de pression sur le foncier et sur les ressources restent posée.

1.2 Dynamiques démographiques et urbanisation

La question du foncier se pose avec plus d'acuité sur les marges sud et ouest du Ferlo, où les espaces cultivés s'étendent sous l'effet de la pression démographique et des projets d'extension de la culture de l'arachide menés par les Mourides. Le cas de la forêt de Khelkom, largement colonisée par les cultures arachidières, et celui du ranch de Doli, pour lequel il a été encore récemment question de consacrer une partie des terres à la culture de l'arachide, en sont les exemples devenus symboliques à la suite des vifs débats dont la presse s'est fait écho entre les partisans d'une vocation pastorale de ces terres et ceux favorables à une nouvelle vocation agricole. Au-delà de ces deux cas précis, la large extension des surfaces cultivées au sud du Ferlo (nord de l'actuel bassin arachidier, zone d'extension des surfaces cultivées) rend encore plus délicate la cohabitation entre agriculture et élevage dans ces espaces situés en fin des parcours de transhumance d'orientation méridienne et dont les ressources sont donc périodiquement soumis à de fortes pressions animales et anthropiques. Dans un contexte de vulnérabilité de chacune des activités aux aléas climatiques, les tensions peuvent être vives et les incidents ne sont pas rares[4].

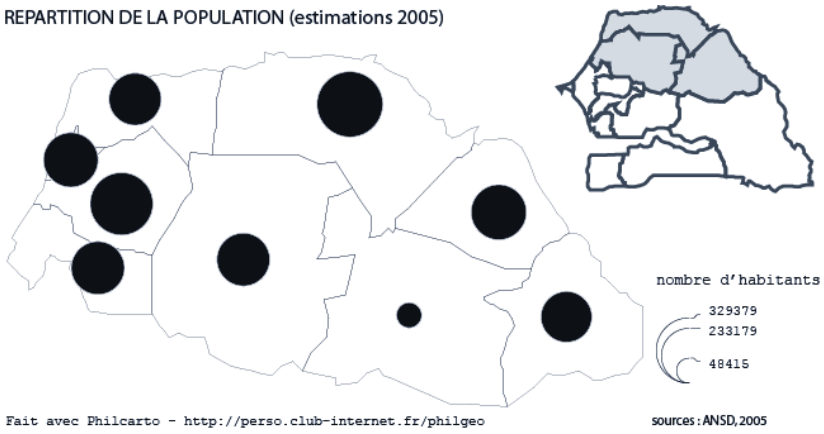
La croissance démographique a aussi pour effet de grossir les effectifs des villes et des gros bourgs. Quelques chiffres tirés des données des recensements de 1988 et de 2002 illustrent cette croissance:

Villes	Population 1988	Population 2000
Louga	47 000	80 000
Matam-Ouro Sogui	15 000	30 000
Dahra	11 000	29 000
Lingère	10 000	13 000

(Atlas du Sénégal, 2000 ; Situation Economique et Sociale, ANSD, 2005)

Les rythmes différents de croissance témoignent des discontinuités territoriales au sein du Ferlo : des marges plus denses, plus urbaines et mieux intégrées au territoire, un centre moins peuplé, et moins dynamique. Plus proche de Louga et de Touba, commercialement plus active, Dahra a cru plus et plus vite que Linguère, elle exerce un pouvoir d'attraction et de polarisation sur un espace qui, en l'absence de mesure précises, semble plus vaste, et constitue, plus que Linguère, un marché de consommation stimulant pour les producteurs des campagnes voisines. Cet écart se lit dans le paysage urbain : un plus grand nombre de gargotes, dibiteries ou restaurants, une activité commerciale plus dynamique avec un marché permanent, la présence de plus nombreux véhicules de transport de personnes et de plus nombreux camions, etc.

[4] Comme à Siwol, village situé à proximité de Gassane (limite nord du ranch de Doli), où l'an dernier (2006) un différend opposant un agriculteur à un pasteur transhumant s'est soldé de manière violente.



La croissance urbaine n'est que peu ou pas obérée par les phénomènes migratoires. Selon le rapport de synthèse du RGPH de 2002, la région de Louga, avec un solde négatif supérieur à 10 000 habitants, est la plus déficitaire dans les échanges migratoires interrégionaux. La proximité de Touba, offrant de nombreuses opportunités de revenus, explique très largement cette situation. La recherche de revenus motive également quelques mobilités saisonnières. Dans plusieurs villages du centre ouest du Ferlo, il nous a été rapporté que des jeunes hommes vont chercher quelque activité rémunératrice en ville pendant la saison sèche ou, pendant la saison culturale, dans les plantations de riz de la zone du fleuve. A l'inverse, on nous a mentionné dans quelques villages de la même zone, l'emploi d'ouvriers agricoles venant du Baol ou du Saloum. A ces mouvements interrégionaux et locaux s'ajoute l'émigration internationale qui concerne principalement les populations de la partie occidentale de la région de Louga, de la moyenne vallée du fleuve et de la capitale régionale, dont les effets démographiques sont peut-être moins visibles que les effets économiques. L'argent des émigrés contribue dans des proportions importantes aux revenus de bon nombre de ménages, et est souvent investi dans des équipements de santé, des écoles, des équipements hydrauliques. Autant sinon plus que les secteurs productifs, les revenus de l'émigration contribuent sinon au développement, au moins à l'augmentation du niveau de vie des communautés qui en bénéficient.

Dahra (Google, image DigitalGlobe, 28/03/2004, Catalog ID: 1010010002D0DB03) : on voit nettement, principalement au nord est, la dynamique d'extension de la ville.

Front pionnier agricole au sud est de Déali (Google image DigitalGlobe, 07/07/2006, Catalog ID: 1010010005119B05) dont la limite (approximative) est matérialisée en blanc.

1.3 Gradients écologiques

Le gradient ouest – est qui, dans tout le Sénégal, renvoie à l'histoire de l'aménagement progressif du territoire national au rythme de l'extension et du déplacement du bassin arachidier (Lake, Touré, 1985), a aussi une composante écologique dans cette partie du pays. La partie occidentale du Ferlo est dominée par des sols sableux bruns et bruns-rouges alors que l'est est principalement une zone de sols ferrugineux dégradés en cuirasse par endroits et presque en totalité sur les plateaux cuirassés et caillouteux de l'extrême est (Atlas du Sénégal, 2000).

Le nord et l'est correspondent à l'espace des « grands » forages construits à partir des années 1950 et qui, pour plusieurs auteurs (Santoir, 1983 ; Touré, 1992 ; Ba, 1982) furent, avant les grandes sécheresses des années 1970 – 80, les principaux facteurs de l'évolution des activités pastorales du Ferlo. Une nouvelle génération de forages récemment construits (depuis les années 1990), est venue compléter voire remplacer dans certains villages les puits et les anciens forages. Aujourd'hui en grand nombre, les forages, petits ou grands, anciens et récents, couvrent assez largement la partie nord et ouest du territoire (ils sont distants d'une trentaine à une vingtaine de km les uns des autres, parfois moins). Ils sont moins nombreux à l'est et au sud, où les puits, dont le débit moyen est très inférieur à celui des forages, constituent encore les principaux points d'accès à l'eau.

Une autre opposition entre l'est et l'ouest du Ferlo tient à la présence au centre et à l'est de vastes zones classées, réserves de faune et réserves sylvo-pastorales, qui proposent des paysages de savanes boisées et de forêts claires, moins ouverts que les savanes herbeuses et arborées du nord et de l'ouest en raison d'une plus grande densité de ligneux.

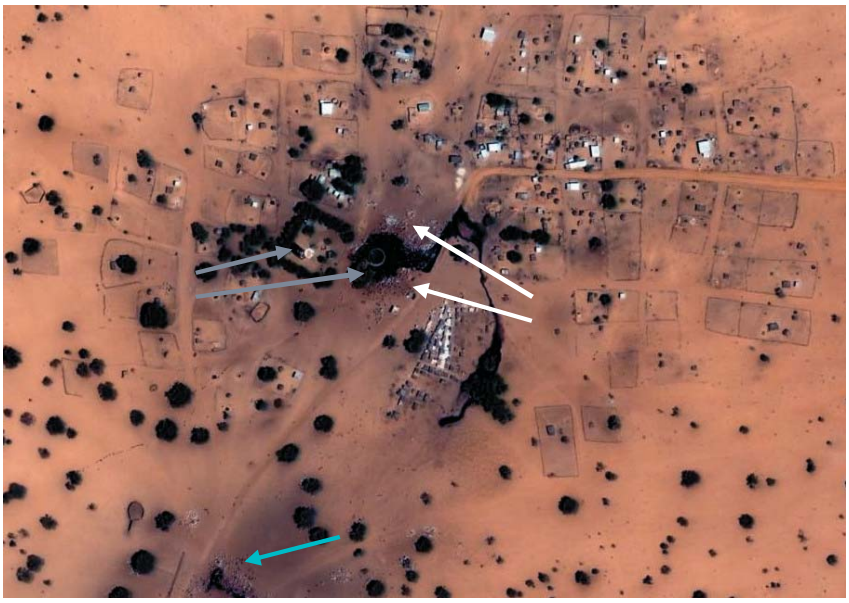
A ce gradient est-ouest s'ajoute un gradient nord-sud qui tient principalement au régime pluviométrique (volume des précipitations et nombre de jours de pluie). Au nord, le volume moyen annuel des précipitations dépasse à peine 200mm et se répartit en grande majorité (90%) sur 2 mois. Au sud, le volume moyen annuel des précipitations avoisine les 500mm, avec 4 mois pluvieux.

Ce gradient se décline donc évidemment en une différenciation des potentiels agro-pastoraux : à grands traits, le nord, où l'agriculture sous pluie n'est guère possible, propose des prairies herbacées, le sud propose une plus grande diversité fourragère (fourrage herbacé et aérien). Les précipitations y autorisent une agriculture sous pluie conditionnée à une répartition des pluies acceptable pendant la période pluvieuse. L'agriculture reste, du coup, très vulnérable aux variations interannuelles.

L'ensemble des gradients écologiques se combine dans une réelle variété des conditions écologiques. Celle-ci n'est pas toujours facile à déceler dans des paysages de saison sèche finalement assez homogènes. Cette diversité de potentiels est en revanche bien connue des pasteurs et agro-pasteurs du Ferlo, dont le déploiement des activités agricoles et pastorales dans l'espace relève à la fois de l'exploitation de ces différents potentiels et de l'adaptation aux évolutions des milieux. La question de la dégradation des milieux est régulièrement posée depuis le milieu du XXème siècle. A partir des années 1980, l'observation d'une augmentation de la charge animale sur des ressources fragilisées par plusieurs sécheresses conduit les observateurs à évoquer les limites d'un environnement pastoral presque saturé dans le Ferlo. Les suivis environnementaux confirment la fragilité des écosystèmes du Ferlo comme de ceux de l'ensemble des zones sahéliennes, mais ne permettent pas de valider sans nuances l'hypothèse de la surcharge animale (Touré, 1990) qui s'alimente de la théorie de la « tragédie des communs » et des images marquantes des grandes sécheresses de 1973-74 et 1983-84.

Si l'évolution des milieux sort des champs thématiques abordés par le projet ICARE, elle renvoie en revanche à d'autres problématiques plus en lien avec lui. Celle des différenciations spatiales des espaces, supports des ressources environnementales, par les activités d'élevage et leurs évolutions en lien ou non avec l'internationalisation des marchés. Celle des implications environnementales des mutations des pratiques pastorales. Pour cette thématique, l'hypothèse communément admise est celle qu'une première mutation (à la suite de la construction des grands forages) a contribué à une augmentation massive de la pression animale sur les écosystèmes, et qu'une seconde, souhaitée par les politiques, projetées par les encadrements, promue par les environnementalistes, devrait, à l'avenir, conduire à une gestion plus « raisonnée » et plus « équilibrée » des ressources environnementales. Pour ICARE, cette hypothèse doit être examinée dans le cadre de la réflexion sur les liens entre internationalisation des marchés, évolution des activités d'élevage et dynamiques territoriales.

Un puits à proximité du village de Sivi Abé (sud de Ranérou) en haut à gauche.
Une mare à quelques kilomètres au sud de Doundodji (nord de Linguère) en haut à droite.
L'ancien et le nouveau forage d'Amali (nord de Dahra) en bas.
Clichés : O.N.



Le village d'Amali : on y distingue bien les deux forages (flèches grises), des abreuvoirs au sud (flèches bleues), et le bétail regroupé à proximité (flèches blanches).
(Google, image DigitalGlobe, 18/03/05, Catalog ID: 10100100041BF202)

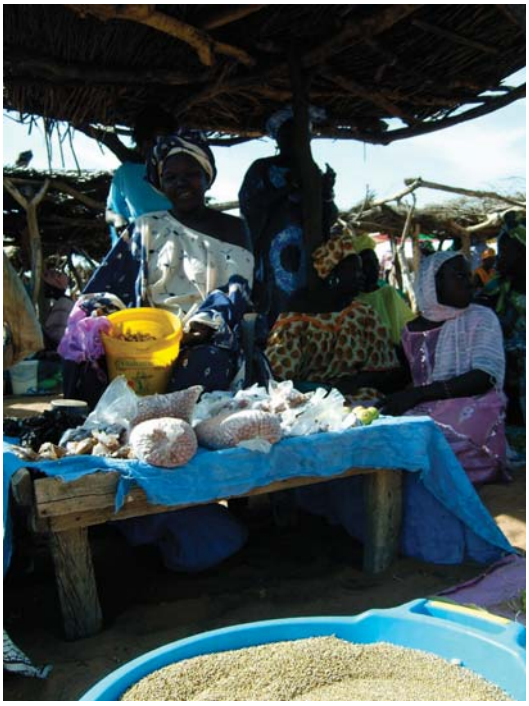
2. L'élevage et ses espaces

Si le Ferlo est réputé pour avoir une vocation pastorale, celle-ci n'est pas exclusive. Plusieurs éléments différencient les espaces de l'élevage : les rythmes et la variété des mouvements et des parcours de transhumance des cheptels constitués de petits et de grands ruminants (ovins, caprins, bovins), ainsi que des chevaux, ânes et quelques camélidés ; les plus ou moins grandes concentrations locales de bétail qui évoluent en fonction des saisons ; la nature des ressources fourragères ; les disponibilités en eau.

2.1 L'élevage et les autres activités

Le régime des précipitations est propice à un pastoralisme dominant, mais l'élevage n'est toutefois pas la seule et unique activité dans le Ferlo. L'agriculture, l'économie de prélèvement et le commerce contribuent à la diversification des revenus de nombreux ménages.

Le commerce occupe saisonnièrement ou toute l'année une partie de la population qui, selon la littérature, s'est très largement accrue depuis les années 1980 et la période des ajustements correspondant à une crise des revenus. Dans le Ferlo comme ailleurs au Sénégal, si le grand commerce de gros et demi-gros est l'affaire de grands commerçants urbains (Louga, Dahra, Ouro-Sogui – Matam), le petit commerce, dans les villages et les marchés ruraux, est principalement investi par des jeunes et des femmes qui y trouvent les moyens d'une affirmation sociale et d'une indépendance financière.



Doundodji, village situé au nord ouest de Linguère (CR de Ouarkokh), abrite depuis 1987 un marché rural hebdomadaire. Après avoir connu quelques années fastes, il fonctionne au ralenti depuis 2003-2004. L'explication que l'on peut donner, en recoupant les entretiens réalisés sur le marché, est assez révélatrice du rôle structurant que peut avoir le commerce du bétail dans l'animation commerciale en général.

Commerçante du marché de Doundodji. Cliché : O.N.

Le marché est fréquenté en grande majorité par les habitants du village, un peu par ceux des villages proches. Le village compte à la fois des Wolofs agriculteurs et agro-pasteurs, et des Peuls principalement éleveurs. Habituellement, le niveau d'activité du marché était fonction de la qualité des récoltes (et donc, du niveau de revenus des agriculteurs), il était par ailleurs très lié au petit marché à bétail qui s'y tenait. Sur ce marché, la vente de quelques bêtes (principalement des moutons), permettait aux éleveurs d'acquérir les liquidités nécessaires à l'achat de biens de consommation courante effectué sur le même marché. Dans les années 2003-2004, les éleveurs se sont tournés vers le marché de Linguère, en développement, pour la commercialisation des bêtes autant que pour leurs achats. Perdant une clientèle importante, les commerçants se sont eux aussi redéployés vers d'autres marchés. Ceux qui restent encore à

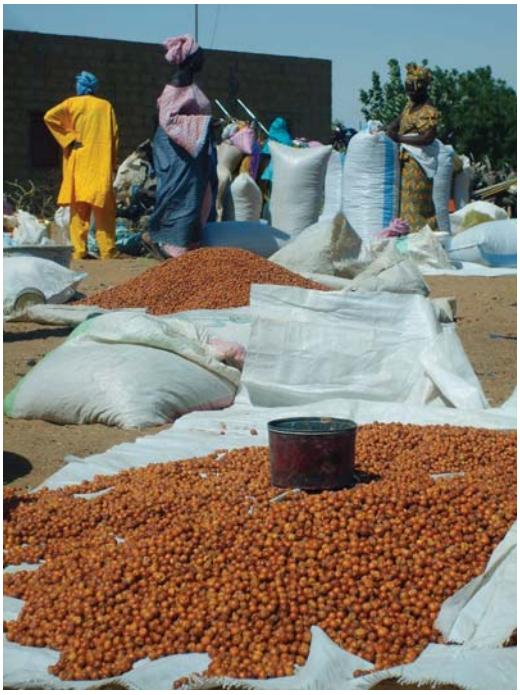
Doundodji sont pour la plupart des résidents du village, principalement des femmes. Elles y vendent les légumes qu'elles cultivent mais aussi du poisson acheté à Linguère, du mil, des tourteaux d'arachide (aliment pour le bétail), des tissus, des produits alimentaires divers.

Les femmes sont, avec les jeunes, les cibles des projets de développement des cultures maraîchères irrigués proposés par plusieurs acteurs du développement de la zone, dont le PADV. Mais d'un village à l'autre, nous avons souvent constaté que les expériences de développement des cultures maraîchères ne prennent pas, les périmètres maraîchers mis en place avec l'appui de projets n'ayant que rarement été maintenus au-delà de la première année. Le manque d'intrants, les difficultés de commercialisation des produits, la perte des productions à la suite de différents incidents (parasites, animaux sur des parcelles non clôturées, etc.), ou encore des défauts d'organisation (des difficultés de création ou de gestion de GIE conduisant à une incapacité à acheter les intrants et à payer l'eau par exemple), sont évoqués. A Doundodji, ce sont des problèmes de clôture et d'accès aux semences qui sont évoqués. A Thiargny (au sud de l'axe Dahra – Linguère), une tentative de développement des cultures maraîchères avait été rapidement abandonnée dans les années 1985-88. Depuis 2006, un autre projet semble, pour le moment, avoir plus de réussite : quelques tomates, choux, carottes, ont été produits cette année et consommés localement.

En dehors de ces petits projets maraîchers ponctuels, l'agriculture n'a pas fait dans le Ferlo l'objet de projets de développement comme ce fut le cas dans le reste du pays (Touré, 1992). Dans l'ensemble de la vallée du Fleuve, les aménagements agricoles ont provoqué l'exclusion progressive d'une partie des troupeaux. Au sud et à l'ouest, la dynamique arachidière a conduit à l'extension des espaces cultivés sur des terres autrefois pâturées. Mais au cœur du Ferlo, l'agriculture reste une activité secondaire, dispersée, répondant à une partie seulement des besoins alimentaires des pasteurs sédentarisés. Mobilisant peu de technique et peu d'intrants, conditionnée par le rythme des activités pastorales, l'agriculture peule apparaît selon O.Touré (1992) comme une agriculture de la « débrouillardise ».
Dans le village de Thiargny, on nous dit que l'agriculture sous pluie n'est pas pratiquée tous les ans. Les invasions de criquets (2004 notamment), les dégâts causés par le bétail dans les champs non clôturés, le manque de précipitations, sont autant de facteurs qui découragent ceux qui tentent régulièrement de planter un peu de mil ou de niébé.

Village de Vendou Makam (sud de Ranérou) : à côté d'une case,, un grenier à céréales, récemment reconstruit.
Champ protégé par une haie près de Ndiayène Réwane (est nord est de Linguère). On distingue, au fond, un grenier à céréales ; un signe d'une faible intégration aux marchés ?
Clichés : O.N.

Pourtant il arrive, par exemple dans quelques villages wolofs ou abritant quelques familles wolofs, que l'agriculture revête une certaine importance[5] comme à Doundodji ou à Mbeuleukhé (nord de Dahra, vallée du Ferlo). Dans les deux villages, on cultive du mil, du niébé fourrager et du niébé pour consommer, un peu d'arachide, des pastèques, principalement pour la consommation locale, rarement pour vendre, parfois pour échanger contre des tomates ou du riz paddy de la Vallée. Ces villages, pourtant loin du Walo (Mbeuleukhé est à plus de 100 km de Richard Toll), y sont en effet assez bien reliés par des services de transport réguliers, des échanges commerciaux, et des mobilités saisonnières de travail.
Le transport est d'ailleurs une activité que l'on dit en développement dans cette partie du Ferlo. L'élevage en serait la principale source de financement avec l'émigration. A Labgar, le jeune chauffeur d'un pick-up de marque Mitsubishi flambant neuf et orné d'un « Air Mbidi » en grosses lettres sur ses flancs, nous confirmait cette hypothèse. C'est son père, grand éleveur de Mbidi (une trentaine de km au nord de Labgar) qui a financé ce véhicule et lui en a confié l'exploitation.



La diversification des sources de revenus est également recherchée dans les activités de prélèvement. La collecte et la coupe de bois (généralement illicite) pour la construction ou la combustion sont assez largement pratiquées ; la cueillette et la commercialisation des jujubes, sont l'affaire de quelques femmes et de quelques collecteurs hommes sur les marchés ruraux.

Jujubes rassemblées sur le marché de Labgar pour être envoyées vers Touba. Le 27/11/07. cliché : O.N.

A côté de ces activités qu'on pourrait qualifier de « traditionnelles », le projet *Asyila Gum* s'efforce de développer l'exploitation de la gomme arabique (sève de *l'Acacia senegal*) autour de Dahra.
Asyila Gum s'est installé à Dahra (au sein des installations de l'ISRA) en 1999. Le projet est financé par des fonds saoudiens. Son objectif est de récolter, à terme, 250 tonnes de gomme à partir de 20 000 hectares plantés en acacia (15 000 le sont à ce jour). L'exploitation des premiers acacias qui furent plantés en 1999 commence à peine. En dépit de prix instables sur le marché international, le projet espère pouvoir fournir des revenus importants aux villageois, en leur achetant la sève des acacias à des prix que l'on souhaite pouvoir garantir. Le projet espère aussi contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations de la zone concernée de plusieurs autres manières. Par exemple, par la réalisation de coupe-feux en lisière de plantations, et en contribuant à la reconstitution entre les pieds d'acacia d'un couvert herbacé qui peut être pâturé par le bétail[6]. Enfin, le projet a un volet « social » à travers 3

[5] Il existe notamment un foyer de peuplement wolof autour de Linguère.
[6] Les parcelles plantées ne sont pas clôturées.

actions. Des soins gratuits dispensés dans une clinique construite à la sortie de la ville[7]. La prise en charge des frais inhérents au fonctionnement de plusieurs forages dans la zone concernée (100 litres de gasoil par mois ainsi que le salaire du technicien). La prise en charge chaque année de voyages à la Mecque pour 14 villageois de la zone[8]. Ce projet est original mais il est sûrement encore trop tôt pour en mesurer les impacts auprès des revenus des ménages et de l'occupation spatiale de la zone concernée[9].

Plantations d'Acacia senegal. Communauté rurale de Kamb, nord de Dahra (Google, image DigitalGlobe 12/09/06 catID=1010010005325F09)

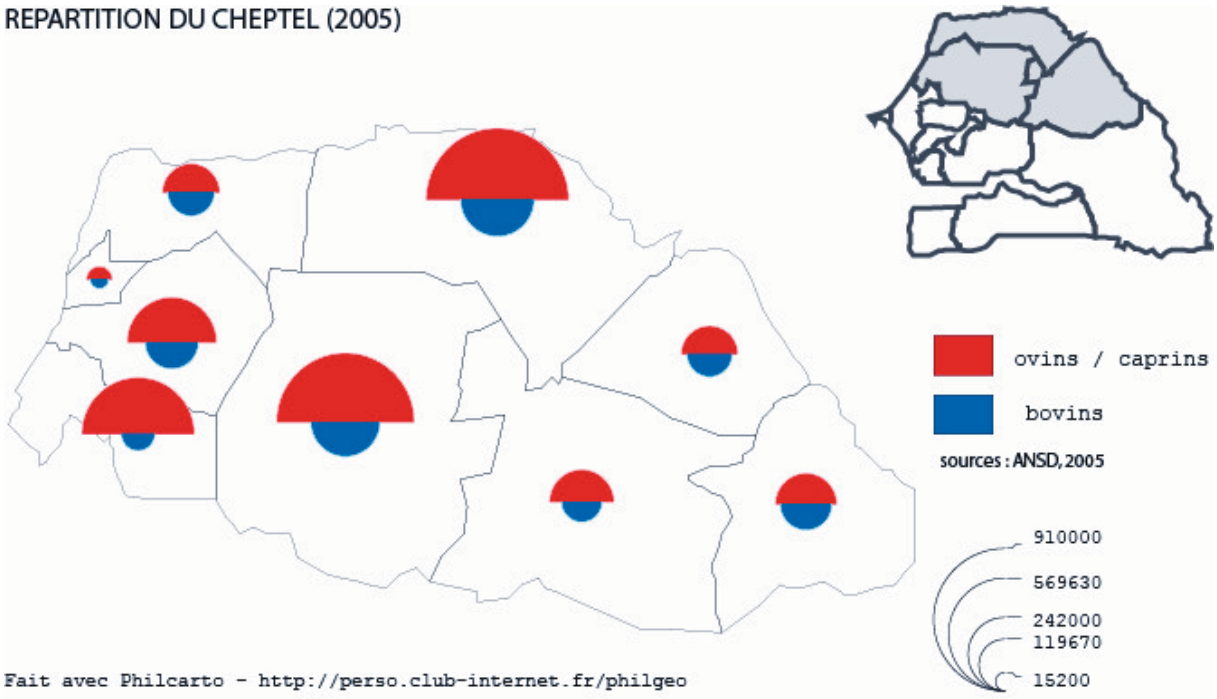
Au final, si l'élevage reste dans tout le Ferlo l'activité principale supportée par des facteurs culturels forts et légitimée par des conditions écologiques peu propices à d'autres activités, il n'est pas non plus la seule source de revenus. En revanche, il apparaît que l'élevage est en lien avec la plupart sinon toutes les autres activités : le commerce évidemment, l'agriculture, le transport, etc. Il apparaît également que les revenus tirés de l'élevage sont mobilisés pour le financement d'autres activités telles que le transport, ou encore de projets de migration, d'investissements immobiliers.
Des recherches restent à conduire sur l'utilisation de l'élevage comme moyen de financement d'activités qui peuvent contribuer au développement du tissu économique à l'échelle locale ou régionale et à l'aménagement du territoire.

[7] Il ne nous a pas été possible de vérifier l'existence de ce service. Lors de nos visites et passages à Dahra, nous avons toujours vu la clinique fermée.
[8] Nombre fixe d'une année à l'autre qui ne répondant vraisemblablement à aucun autre critère particulier que celui d'une enveloppe budgétaire.
[9] Il s'étend pour l'heure sur les communautés rurales de Kamb, Mboula et Mbeuleukhé (arrondissement de Yang-Yang), celles de Dodji et Ouarkokh (arrondissement de Dodji), celle de Boulal (arrondissement de Sagatta Djolof) et celle de Thiargny (arrondissement de Barkedji).

2.2 Les lieux et les parcours

La spécificité du Ferlo est que l'occupation de l'espace y est largement dominée par le pastoralisme. La vallée du fleuve Sénégal, la vallée du Ferlo, les bordures ouest et sud du Ferlo, sont toutefois occupées par des cultures dont l'extension fragmente l'espace pastoral.

La particularité du pastoralisme transhumant est que la répartition des animaux dans l'espace évolue en cours d'année, ce qui rend difficile une cartographie statique du cheptel. Les plus grands troupeaux sont principalement originaires de la partie nord du Ferlo, proche du fleuve, et secondairement de la partie occidentale, centrée sur Dahra et Linguère[10].



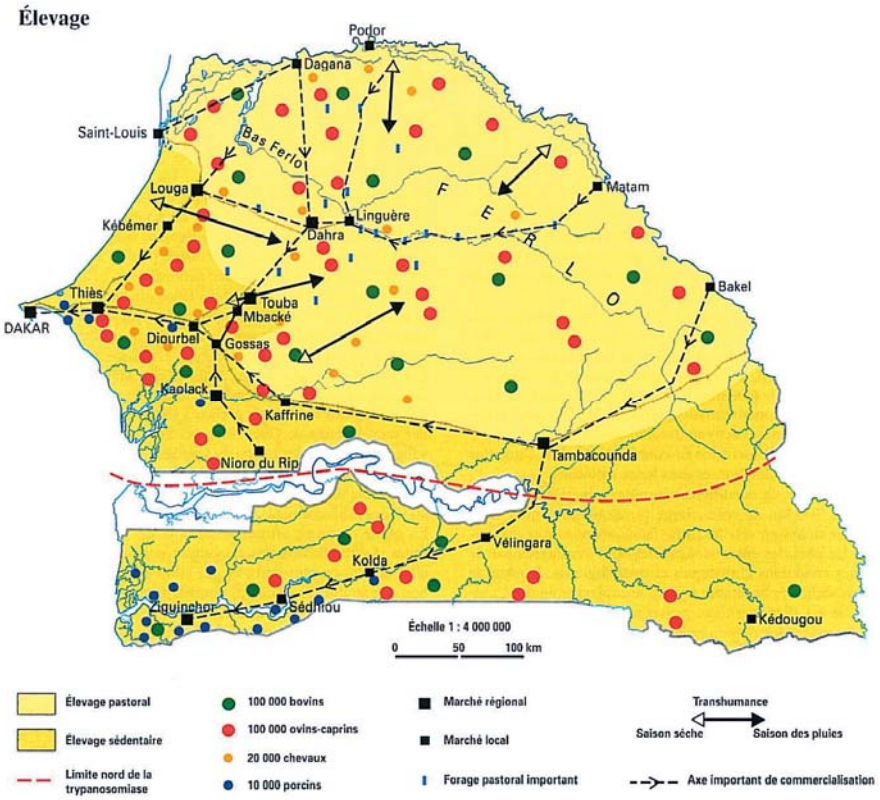
La mécanique de la transhumance pourrait être résumée comme suit. En saison sèche, les troupeaux sont regroupés autour des points permanents d'accès à l'eau, puits et forages, tant que les pâturages dans des rayons de l'ordre de 30 km alentours ne sont pas épuisés. En fin de saison sèche, une grande partie des bêtes (mais pas la totalité) accomplissent de longues distances pour atteindre des zones offrant encore des pâturages. Il s'agit de la zone du Walo (proche du fleuve) pour les troupeaux du nord Ferlo, du cœur du bassin arachidier (essentiellement entre Mbacké et Koungheul) pour les troupeaux du centre ouest du Ferlo, et du Sénégal oriental (région de Tambacounda) pour les bêtes du centre et de l'est. Au cours de cette partie de la transhumance, ce sont des familles entières qui se déplacent vers les zones d'accueil. En saison des pluies les animaux et les familles retournent vers les zones de départ et les campements d'hivernage. Les hommes s'adonnent à l'agriculture, les bêtes, profitant de la formation d'une multitude de mares temporaires, peuvent se disperser et pâturer sur de vastes espaces.

Ce schéma rapidement dressé connaît des variations et inflexions en fonctions de plusieurs facteurs. En premier lieu, petits ruminants et grands ruminants n'accomplissent pas tout à fait les mêmes mobilités. Plus fragiles mais plus aptes à parcourir de longues distances, les ovins et caprins ont aussi des besoins en fourrages particuliers. Ils partent en transhumance plus tôt

[10] La localisation des troupeaux et l'estimation du nombre de têtes de bétail ne sont pas aisées en zone pastorale. Les sources statistiques ne peuvent proposer au mieux que des estimations.

que les bovins et sur de plus longues distances, notamment plus loin au sud dans les régions de Tambacounda et de Kaolack. En second lieu, la disponibilité en eau et en pâturages, dépendante de la qualité des pluies, varie d'une année à l'autre et amène les pasteurs à définir et redéfinir chaque année et d'une saison à l'autre leurs stratégies de mobilité.

En outre, les mobilités pastorales ont connu ces dernières décennies des évolutions assez profondes. Elles évoluent encore aujourd'hui dans des voies différentes, rendant leur description et leur analyse complexes. La principale évolution des dernières décennies est liée à la multiplication des forages, qui constituent autant de points de fixation des animaux sur de longues périodes et parfois toute l'année, si les pâturages des environs des forages ne s'épuisent pas. Ils ont donc provoqué une réduction et une réorganisation des mobilités pastorales dans l'espace et dans le temps, qui a été traitée dans la littérature depuis les années 1980 (Santoir, 1983 ; BA, 1982 ; Touré, 1990, etc.).
La dernière génération de forages a été équipée d' « antennes » desservant des villages voisins situés dans un rayon de quelques kilomètres, ceci dans l'objectif d'atténuer le surpâturage provoqué par la concentration de grands troupeaux à proximité des installations. Les visites dans plusieurs villages équipés de forages ont montré que cet objectif n'a pas toujours atteint, comme dans le village d'Amali (nord de Mbeuleukhé), où deux antennes dirigées vers des villages situés à 6 et 8 kilomètres n'ont été fonctionnelles que deux années durant. L'alimentation en eau des villages voisins par des antennes augmente la consommation de gasoil, et rend le contrôle de la consommation d'eau et sa gestion plus complexes. Sans compter que des problèmes d'entretien des conduites peuvent se poser et se montrer techniquement ou financièrement difficilement surmontables.

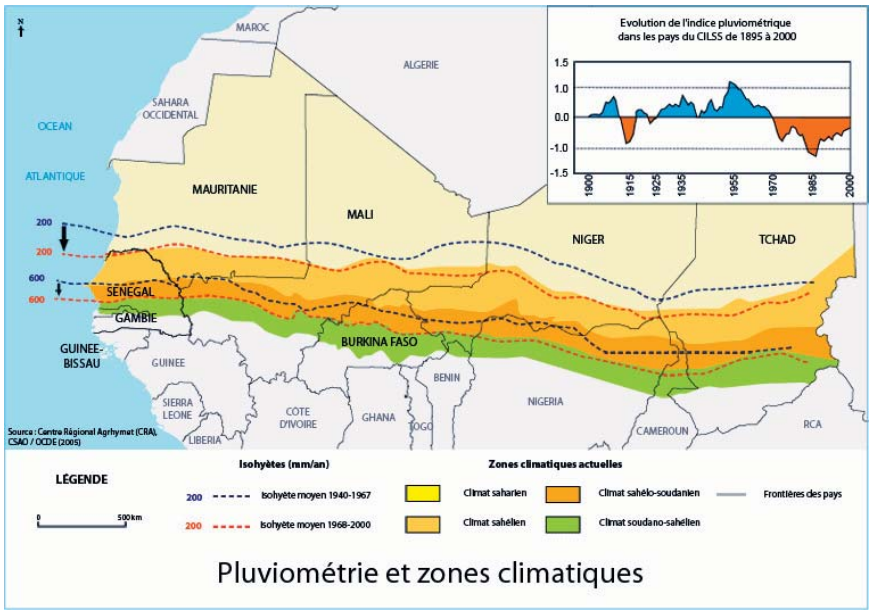


Carte de localisation du bétail et des parcours de transhumance. Atlas Jeune Afrique du Sénégal. 2000.

D'autres facteurs contribuent plus récemment à d'autres formes de réduction de la transhumance. Il s'agit de la diffusion, encore timide et largement soutenue par les projets de

développement de l'élevage, de la pratique de la stabulation soit pour l'embouche soit pour le lait. Il s'agit aussi de la possibilité financière et technique (transport) d'acquérir des compléments alimentaires en période de soudure (tourteaux, graines de coton, aliments spécifiques pour bétail). Il s'agit enfin de l'évolution des modes de vie des Peuls du Ferlo. La scolarisation plus systématique des enfants, des préoccupations sanitaires plus grandes, une vie de relations qui se développe, l'importance croissante de l'accès aux moyens de transports et de communications (le téléphone mobile notamment), sont autant de facteurs qui militent pour la réduction de la transhumance et parfois pour un rapprochement des campements des bourgs. Les villageois qui pratiquent chaque année une transhumance (qu'elle soit « courte » ou « longue ») ne sont pas pour autant à l'écart des changements sociaux ni des besoins matériels des nouveaux modes de vie. Il n'est pas rare de voir un berger équipé d'un téléphone portable (utilisé comme moyen d'information sur l'état des pâturages et de communication entre bergers et propriétaires du bétail), ou de faire un ou deux allers-retours entre un campement et son domicile pendant la période de transhumance.

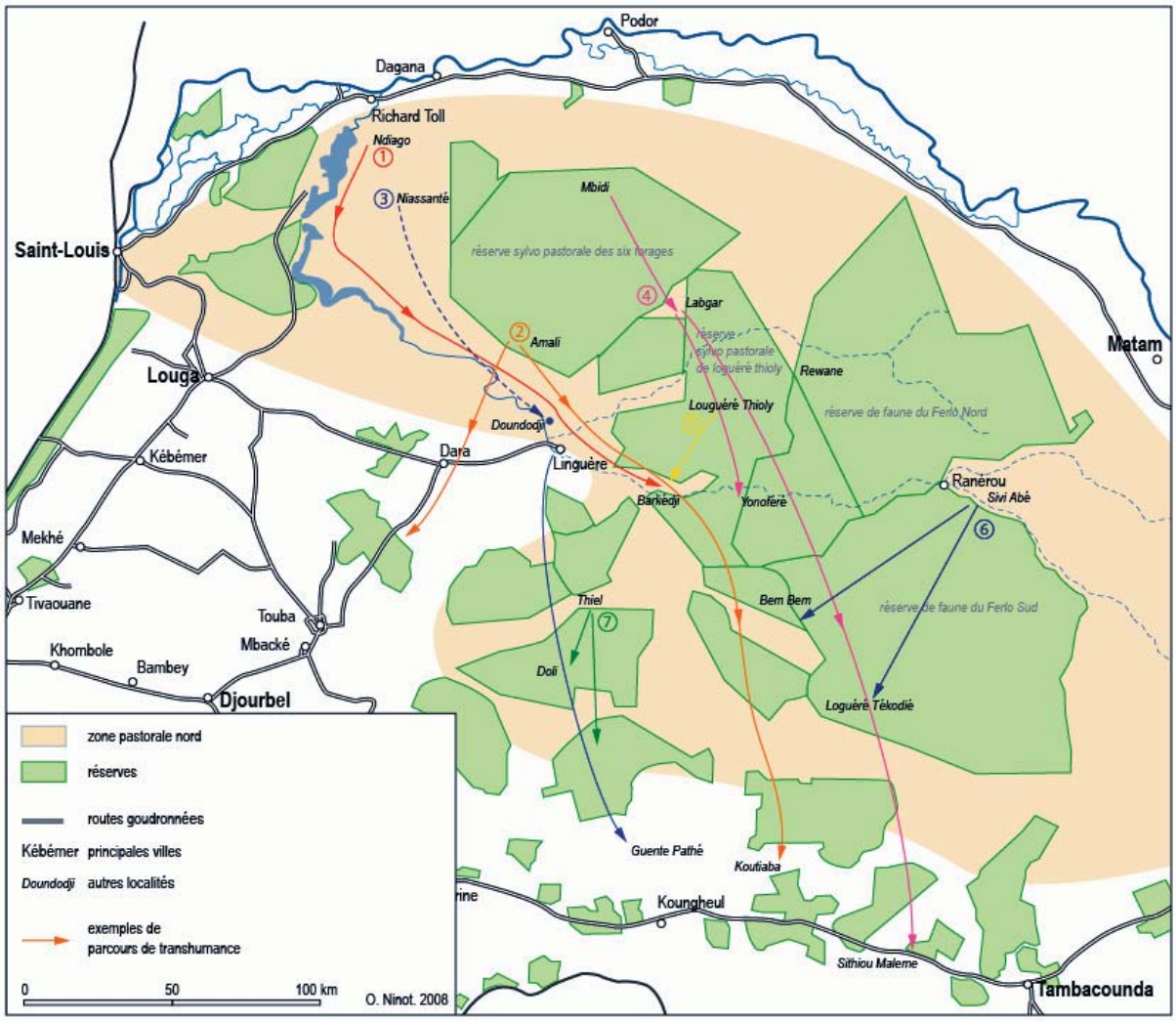
Les entretiens avec les éleveurs et les bergers ont permis d'identifier trois évolutions récentes dans les mobilités pastorales de la zone. La principale évolution consiste en une réorientation progressive des parcours vers l'est. L'extension des surfaces cultivées à l'ouest et au nord repousse les troupeaux transhumants vers l'est, moins densément occupé. De plus, les vastes espaces de l'est du Ferlo et du nord de la région de Tambacounda offrent des réserves fourragères exploitables à condition que les bergers puissent y laisser pâturer les troupeaux et puissent avoir accès à l'eau. Une autre évolution concernerait uniquement les petits ruminants. Il s'agirait d'un allongement significatif des parcours vers le sud, conséquemment à une raréfaction des pâturages, elle-même due à différents facteurs, dont le déplacement vers le sud des isohyètes depuis un peu plus de trente ans (cf. carte ci-dessous) et, paradoxalement, l'extension des surfaces cultivées.



http://www.atlas-ouestafrique.org (atlas de l'intégration régionale de l'Afrique de l'ouest : sources utilisées : CILSS).

En effet, le « remplissage » de l'espace par les cultures diminue d'autant les terres disponibles pour les troupeaux, qui doivent du coup se disperser et avancer plus loin dans les zones agricoles pour trouver suffisamment de pâturages. Enfin, un phénomène très récent et encore marginal nous a été rapporté. Il semble que quelques troupeaux du Boundou (nord est de la région de Tambacounda) et du Saloum, zones agropastorales du sud du Ferlo, effectuent une petite transhumance les conduisant vers le nord, à l'intérieur du Ferlo, en saison pluvieuse.

Exemples de transhumances différentes (du nord au sud) : temporalités décalées et distances différentes.



Carte de localisation de quelques parcours de transhumance. © O.Ninot. 2008.

1) Ndiago, proche du lac de Guiers : les moutons pâturent le long du lac. Les bovins partent en fin de saison sèche jusque Linguère et Barkedji.

2) Amali : un groupe de villageois à bord de leurs charrettes, rencontrés à Dahra, en partance pour Sagata Djolof (20 km au sud de Dahra) à la recherche d'un pâturage particulier pour les moutons (le dengo*). D'ici l'arrivée des pluies, si les pâturages que l'on trouvera là bas ne suffisent pas, on se déplacera à nouveau plus au sud.*
Amali : on nous dit que l'on peut aller jusque Kouthiaba (région de Tambacounda, nord de Koumpentoum) lors d'années sèches où les pâturages pour les moutons se font rares.

3) A proximité de Doundodji, dans un campement comprenant 3 maisons : le groupe est originaire de Niassanté (100 km environ au nord de Dahra) et est installée ici depuis 10 ans. Les jeunes sont partis avec les moutons vers le sud, les autres membres du campement suivront plus tard avec les bovins. La destination finale est Guenthe Pathé (région de Kaolack, nord de Koungheul)

4) Mbidi : ceux qui transhument s'arrêtent vers Yonoféré, Nakara Naouré. Autrefois, on s'arrêtait à proximité de Labgar.
A Labgar, on nous dit que les moutons partent très tôt en transhumance pour être conduits loin au sud jusque Sinthiou-Maleme (proche de Tambacounda) et Koungheul.

5) Louguere Thioly : ceux qui pratiquent la transhumance ne vont pas très loin. On s'arrête dans la zone de Barkedji, Nakara, Diagary (proche d'une réserve sylvo pastorale).
Ndiayene (Révane) : on ne transhume pas (il y a à proximité une réserve sylvo pastorale et une réserve de faune). Si besoin, on va acheter des graines de coton.

6) A Sivi Abe, on ne transhume qu'en fin de saison sèche si les pâturages viennent à manquer. Dans ce cas on se dirige vers Bem-Bem ou Louguere Tekodie, dans la réserve de faune du Ferlo sud. On s'informe auparavant de la qualité des pâturages auprès des bergers ou commerçants qui circulent dans la zone. D'ici, on voit passer très tôt, dès la fin des récoltes, d'importants troupeaux de moutons venant du nord (Aero Lao) qui passent quelques temps ici près des mares avant de repartir vers le sud.

7) A Thiel, les conditions (proximité de réserves sylvo-pastorales, présence de forage, proximité du ranch de Doli) se prêtent à des mobilités sur de relativement courtes distances.

Aujourd'hui, les mobilités pastorales du Ferlo semblent caractérisées par une grande diversité de pratiques au sein desquelles on peut distinguer petites et grandes mobilités. Elles semblent marquées par une tendance à la réduction du nombre de transhumants. Cette tendance va finalement dans le sens des politiques de « modernisation » et d'intensification de l'élevage, qui encouragent la réduction du pastoralisme ainsi qu'une réduction importante de la taille du cheptel, sans qu'elle en soit forcément la conséquence directe ni le résultat d'une application coercitive. Spatialement, cette tendance amène à circonscrire la gestion d'une part croissante des troupeaux au sein de territoires relativement restreints qui sont en gros les aires d'influences des principaux points permanents d'accès à l'eau, c'est à dire les forages. C'est plus ou moins les limites qui sont fixées pour les « Unités Pastorales » (UP), espaces de gestions et espaces de projets dans le Ferlo.

2.3 Les territoires des projets

Les projets d'appui et de développement de l'élevage, PAPEL et PRODAM[11], imposent, à travers la mise en place d'unités pastorales définies comme « entités territoriales pertinentes pour la gestion des ressources pastorales », leur propre définition et conception des espaces de l'élevage.

Le concept d'unité pastorale a été initialement inventé et testé par un projet de développement des terres neuves du Sénégal oriental[12] (PDSO). Avec pour objectif principal et pour *credo* la sécurisation des activités pastorales, les projets de développement de l'élevage ont repris à leur compte ce concept et en ont fait le principal instrument de modernisation de l'élevage. Le

[11] Le PAPF, actif dans la région de Saint-Louis, ne sera pas évoqué, aucune information n'ayant été récoltée sur ce projet.
[12] Zone située au sud de Koumpentoum.

point de départ a été le constat que l'absence de gestion collective, organisée et institutionnalisée des ressources pastorales (eau, pâturages, mais aussi espaces cultivés et forêts), de l'accueil des transhumants, de la lutte contre les feux, est préjudiciable pour l'environnement et pour les activités d'élevage. La création des UP a donc permis de mettre en place les instruments de gestion qui faisaient défaut : les UP sont dirigées par des comités de gestion organisés en GIE, comprenant des sous comités (pour la gestion de l'eau, celle des pâturages, la lutte contre les feux, etc.), répondant à des règles, s'appuyant sur des processus participatifs. Les comités de gestion des UP ont la charge de la gestion du forage (collecte des redevances, entretien du matériel), de la gestion des pâturages (réglementation de l'accès, contrôle de la charge animale, surveillance de l'état des ressources fourragères, conservation d'espaces réservés à l'agriculture), de l'accueil des transhumants (réglementation des installations et des zones où la pâture est autorisée).

Pour le PAPEL, « *l'Unité Pastorale est un espace géographique où vivent des populations ayant les mêmes intérêts économiques, les mêmes parcours pastoraux, utilisant les mêmes points d'eau (forages, mares,…) et exploitant les mêmes zones agricoles. Ces populations, également liées par l'histoire et le voisinage, ont la commune ambition d'assumer leur mieux être social et économique*.» (CSE/PAPEL, Atlas des UP, 2004), L'UP s'étend sur l'aire de desserte d'un forage, soit environ une zone de 20 kilomètres de rayon. Le projet encadre 20 UP dans la zone du Ferlo[13]. Le PAPEL a une vision très pragmatique des UP s'appuyant sur la conviction que cet instrument doit répondre à un besoin de proximité, et que la mise en place de GIE avec des responsabilités individualisées est la garantie d'une bonne gestion. Dans les discours du PAPEL, il ne s'agit pas de constituer avec les UP des terroirs ou des territoires, mais simplement des unités de gestion des ressources, et non pas de gestion ou d'administration des terres.
Le concept est décliné différemment par le PRODAM, où l'on parle ouvertement de terroirs pastoraux constitués autour de forages (environ 25 kilomètres de rayon) et dont les limites, fixées par des processus participatifs, sont sensées prendre en compte les habitudes de mobilité des pasteurs et de leurs troupeaux.

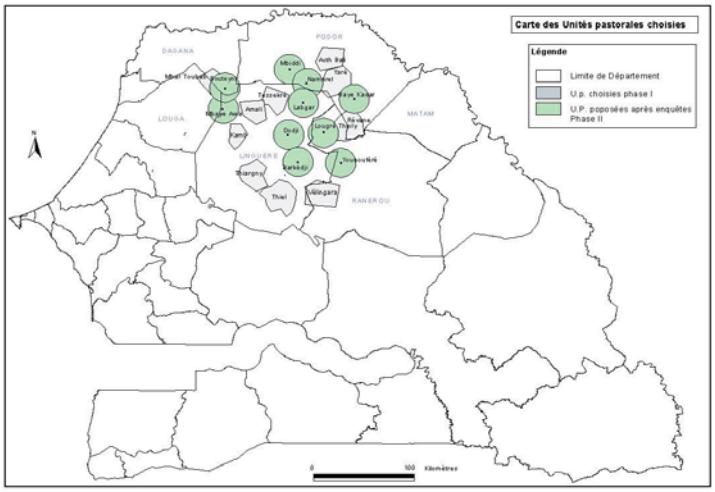
En dépit de la prudence des discours du PAPEL, il est légitime de s'interroger sur le statut juridique et la légitimité des UP ainsi que, d'une part, sur leurs relations avec les collectivités territoriales de base que sont les communautés rurales, et d'autre part sur leurs relations avec la direction des Eaux et Forêts. Plusieurs questions se posent : celle de la pérennisation de ces unités, et, du coup, de la durabilité des actions des projets ; celle de la définition de domaines de compétences entre les différentes institutions publiques et privées ; celle de la définition d'un statut aux terres et aux ressources. Par ailleurs, si la formation des comités de gestion des UP par des processus participatifs est un garant de la durabilité des projets, elle aboutit également à la constitution de multiples sous comités aux effectifs parfois pléthoriques, qui peut s'avérer *in fine* contre-productive.

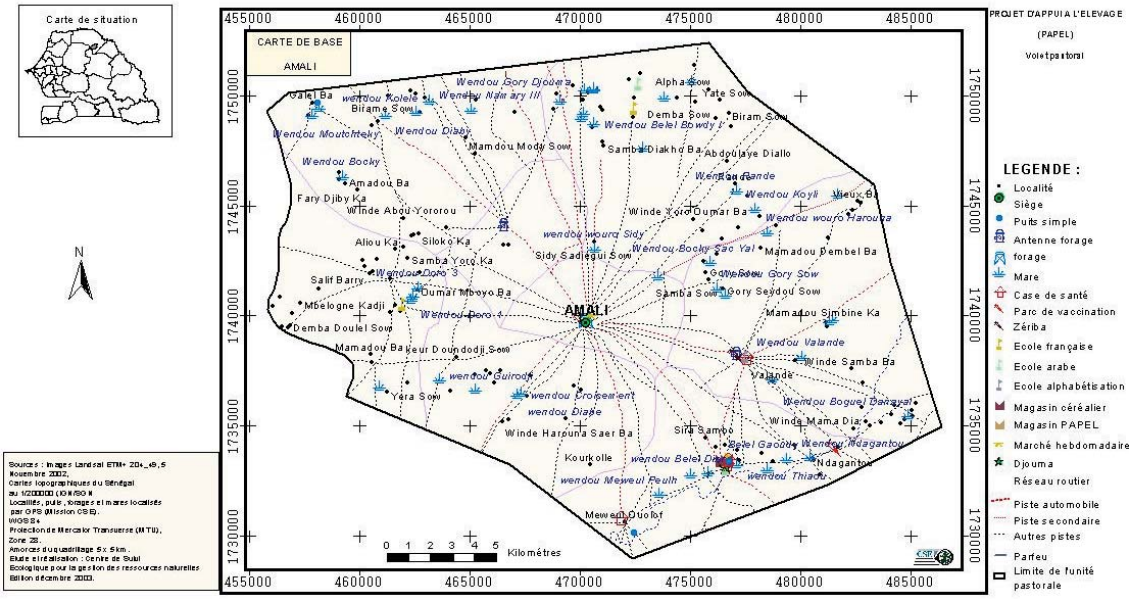
La définition et la délimitation des UP prennent place au sein d'un ensemble de mesures d'appui et de développement de l'élevage. Le PAPEL intervient sur l'accès à l'eau (le premier volet du PAPEL a permis de construire plusieurs forages), sur l'animal (en développant notamment la vaccination), sur l'environnement, sur les populations, avec l'idée de « sécuriser » l'élevage traditionnel mais pas de le « moderniser » coûte que coûte. Dans les discours, il ne s'agit pas, par exemple, de contribuer à réduire la transhumance mais d'en améliorer la gestion et son déroulement en mettant en place des éléments permettant de la

[13] La zone d'intervention du projet ne se réduit pas au seul Ferlo. Elle comprend également une partie du bassin arachidier, dans la région de Kaolack.

sécuriser. Les actions du PRODAM, principalement orientées vers les ressources en eau, relèvent de la même logique de sécurisation.

Finalement, la question centrale est celle de la transhumance, que les projets cherchent à défendre[14] en la sécurisant, et en même temps à astreindre à des règles d'exploitation des ressources, ainsi qu'à restreindre au sein d'espaces limités, prédéfinis[15]. La création des UP a eu pour objectif de répondre à ce défi de la sécurisation, et y a réussi sans doute en partie, en sécurisant et en multipliant les points d'accès à l'eau notamment. Malgré tout, la définition des UP ne semble pas être entièrement adaptée à la mobilité pastorale telle qu'elle existe actuellement. Les UP sont des espaces restreints mais qui ne couvrent pas entièrement les territoires nécessairement morcelés et archipélagiques que sont ceux parcourus par les transhumants (V. Ancey et G. Monas, 2005). A quelles règles par exemple se soumettent les transhumants quand ils sont en dehors des espaces gérés par les UP, notamment dans les zones agropastorales du sud où l'on ne connaît pas le système des UP ?





Carte de localisation des UP du PAPEL et carte de l'UP d'Amali. Source : PAPEL, Atlas des Unités Pastorales.

Enfin, une dernière remarque peut être formulée sur les projets de développement de l'élevage. Leurs champs d'intervention n'intègrent pas la commercialisation des produits de

[14] Notamment auprès des politiques. Selon les discours des projets d'appui à l'élevage, la transhumance serait systématiquement perçue par les politiques comme un frein à la modernisation de l'élevage et un obstacle à la mise en valeur plus intensive du territoire.

[15] On évoque par exemple le modèle marocain, où la transhumance est conservée mais encadrée et « consignée » au sein de couloirs.

l'élevage. Aucune mesure n'est proposée pour en sécuriser les débouchés, ni pour développer la qualité et l'identification des productions commercialisées (par des indications géographiques par exemple). Il n'est par exemple pas question des marchés ruraux dans la gestion de ces territoires que sont les unités pastorales. Ils sont pourtant des lieux importants de la vie pastorale.

3. Commerce et marchés des produits de l'élevage

Les lieux du commerce sont d'autres éléments essentiels de l'organisation des espaces de l'élevage. Il s'agit principalement du commerce d'animaux sur pieds. Le transport réfrigéré est réservé à d'autres produits, on ne transporte pas la viande sur de longues distances. Les bêtes sont abattues à proximité des lieux de consommation ou de vente au détail. Quant au commerce du lait, il est, par la nature même du produit, particulier, et s'appuie sur un système de collecte qui lui est propre.

3.1 Acteurs et rythmes du commerce d'animaux

Le commerce des animaux vivants est, au Sénégal, un jeu complexe entre plusieurs types d'intervenants. Entre le vendeur et l'acheteur, plusieurs intermédiaires interviennent. Les *ndiatigui* accueillent les uns et les autres, se portent garants, interviennent dans les discussions avec les autres intermédiaires que sont les *téfanké*, grands organisateurs des échanges au sein des marchés. Les vendeurs sont eux – mêmes de simples pasteurs, des bergers mandatés par un ou des propriétaires, ou souvent des commerçants spécialisés dans le commerce du bétail (*dioula* ou *dioulanag*) qui achètent les bêtes en brousse et les revendent sur les marchés. Les transporteurs, enfin, sont sollicités par les *téfanké* pour assurer l'acheminement des bêtes vers les centres de consommation, ou louent leurs services à des *dioula* pour parcourir d'une semaine à l'autre des circuits les conduisant de marché en marché. Dans ce système, la formation des prix est principalement l'affaire des *téfanké*. Ce sont eux qui connaissent le marché, ont la capacité d'anticiper les évolutions de la demande, s'informent des tendances auprès de leurs collègues dans les centres de consommation urbains, reconnaissent la qualité des bêtes.

A gauche, sur le marché de Dahra, on observe, on discute, les bêtes et les liasses de francs cfa changent de main. A droite, la fin d'une transaction sur le marché de Labgar. Clichés : O.N.

A côté des « professionnels » du commerce de bétail, *dioula*, *téfanké*, *ndiatigui*, intervient une multitude de commerçants occasionnels ou pour lesquels le bétail n'est pas la seule ni parfois la principale source de revenus. Ils mettent en place des « opérations » commerciales sur des périodes limitées propices au commerce de bêtes, comme pendant la *tabaski* pour les moutons, le *magal* de Touba pour les moutons et pour les bovins, le *gamou* de Tivaouane, etc[16]. La multiplication de ces nouveaux acteurs est récente (années 1990 ?) et correspond à une augmentation de la part des moutons dans l'ensemble du commerce de bétail, elle-même liée à différents facteurs tels que l'augmentation de la population urbaine, la préférence des consommateurs pour la viande de mouton plutôt que celle de bœuf. De plus, avec ces acteurs, le commerce des moutons semble passer par moins d'intermédiaires, ce qui se ressent sans doute sur les prix. Les phénomènes de vente accélérée en période de fête, en période de soudure (quand on a besoin d'argent) et en fin de saison sèche (quand les bêtes se portent le plus mal et qu'il devient difficile de les nourrir) perturbent les mécanismes de régulation des prix du commerce de petits ruminants, ou du moins, en changent épisodiquement les règles de fonctionnement.

Dans le Ferlo, le commerce des bovins semble soumis à des variations saisonnières de moindre amplitude que celui des moutons, mais l'un comme l'autre sont soumis à ces variations et au rythme des grands événements (principalement les fêtes religieuses) qui provoquent localement ou à l'échelle nationale des pics de consommation de viande. Ces événements semblent être, avec les mécanismes saisonniers de déstockage, les principaux déterminants des évolutions intra annuelles du commerce de bétail. Quant aux variations interannuelles, les personnes interrogées confirment l'essor du commerce de petits ruminants[17] mais n'évoquent aucune évolution particulière, ni de tendance à la hausse comme à la baisse pour le commerce de bovins. Les statistiques nationales évoquent, elles, une tendance à la baisse de la consommation de viande bovine. Localement, il semblerait que cette tendance soit insuffisamment marquée pour être vraiment perçue au niveau de la commercialisation des bovins. Des études plus approfondies devront être menées sur le terrain pour mesurer localement et plus précisément les tendances du marché.

Le Ferlo est une zone fortement productrice mais ses marchés et leurs marchands accueillent également des troupeaux de la vallée du fleuve, de Mauritanie et du Mali destinés à être acheminés ensuite vers les grands centres de consommation que sont Touba et Dakar, ainsi que les autres villes de l'ouest (dont Thiès et Mbour). Les bêtes venant des deux pays voisins sont en général de meilleure qualité que les bêtes élevées au Sénégal ; les bovins affichent un poids plus élevé et une allure plus massive ; les moutons de Mauritanie sont souvent plus grands et plus gras. Ces moutons alimentent le marché principalement en période de préparation de la *tabaski*. Les boeufs maliens et mauritaniens sont, dit-on, vendus à des prix plus élevés (car de masse plus importante), mais malgré tout plus rapidement aussi. Il est difficile d'estimer leur importance relative sur les marchés du Ferlo, et vraisemblablement, elle dépend beaucoup des saisons[18]. Sur le marché de Dahra, ils pourraient être très nombreux voire même majoritaires en période de pic des échanges, ce qui reste à vérifier par des relevés précis. Dahra se trouve en effet au centre du dispositif marchand du Ferlo et s'impose comme un *hub* pour tout le nord du Sénégal ainsi que pour des troupeaux venant de la Mauritanie et du Mali.

[16] Fêtes religieuses des confréries mourides et tidjanes.
[17] Ici, on mentionne à plusieurs reprises l'année 2000 comme première année où cette évolution a été très visible, sans pour autant que soient clairement identifiés des facteurs d'explication.
[18] Selon le rapport de l'ANSD, « Situation Economique et Sociale de la Région de Matam », de 2005, les animaux des pays voisins représenteraient moins de 10% des bêtes recensées.

Bovins présentés sur le marché de Dahra. A gauche, des vaches de Mauritanie. Cliché : O.N.

3.2 Dahra Jolof, « capitale de l'élevage », et les marchés ruraux hebdomadaires relais

« Capitale de l'élevage » est le terme qui revient souvent dans les discours des acteurs de la filière comme dans ceux des commerçants et des habitants de Dahra. Il correspond à une certaine réalité. Dahra est connue pour son marché qui rayonne sur tout le nord du Sénégal, et qui accueille également de grands troupeaux du Mali et de Mauritanie. Mais elle est aussi une ville importante qui vit pour et par l'élevage. Elle compte plusieurs unités laitières[19], des pharmacies et services vétérinaires, des organismes de micro-crédit dont certains sont accessibles aux seuls éleveurs, des associations d'appui et de développement de l'élevage, etc.

A Dahra se tient le dimanche un important marché à bétail ainsi qu'un *loumo*, marché de distribution de biens de consommation. Le *loumo* est divisé en deux parties. Près du *darral* (marché à bétail), se trouvent les bouchers, les vendeurs des différents matériels utiles aux pasteurs (chambres à air pour transporter l'eau, harnais, cordes et équipements d'attelage, pièces détachées de charrettes, etc.), mais aussi des produits vestimentaires (sandales, tissus, fripes), de la pharmacopée traditionnelle (ou de « brousse »), et du lait frais. En ville, un autre *loumo* occupe quelques rues. On y retrouve des tissus, fripes et sandales, des produits cosmétiques, des « bols » et autres récipient en plastique ou en métal recyclé, et surtout les produits alimentaires locaux (mil, légumes, épices et condiments), et importés (riz, cubes aromatiques, thé, pâtes, etc.). On vient en charrette de la campagne alentour ou en voiture parfois de très loin pour vendre ou acheter des biens de consommation à Dahra. Plusieurs véhicules viennent des villages du Waalo, sur le fleuve, d'autres de Djourbel et de Touba, de Labgar et d'autres localités du centre du Ferlo, de Linguère et Barkédji, de Ranérou et même Matam[20], à l'est.

[19] Nous en avons recensé trois.
[20] Des véhicules quittent Matam la veille. A l'aller et au retour, ils passent la nuit à Ranérou.

Marché au bétail de Dahra (Google, cf. plus haut) : en bas, quelques camions semi-remorques stationnés. Au centre, le parc à bovins. Sur le côté, à gauche, le loumo et les petits ruminants.

Le marché au bétail est situé à la sortie de la ville. Les bêtes arrivent à pied pour une partie, en véhicule pour un grand nombre. Lors de notre visite (le 25/11/07), nous avons pu compter 14 camions et une dizaine de véhicules de transport en commun (type car rapide et Ndiaga Ndiaye) qui transportent aussi des moutons, ainsi qu'un nombre égal de pick-up, eux aussi mobilisés pour du transport mixte. Le marché des petits ruminants et celui des bovins sont séparés : un parc fermé par des murs accueille les bovins alors que l'achat et la vente des moutons et des chèvres se fait sur un espace dégagé à proximité.
Il est difficile d'estimer le nombre de bêtes. Selon le chef du marché aux petits ruminants, quelques 10 000[21] moutons et chèvres auraient été conduites au marché ce jour, ce qui correspondrait à un jour de marché moyen ou à peine plus, les effets de la préparation de la tabaski n'étant pas encore très visibles selon lui. Les bovins sont nettement moins nombreux, 3 000 bêtes les meilleurs jours, selon le chef du marché aux bovins.

Le marché de Dahra joue un rôle de « hub » pour les animaux venant d'origines diverses. Au niveau du Ferlo, son influence s'exerce principalement sur le centre et l'ouest, mais s'étend bien au-delà vers l'est et sur toute la vallée du Fleuve. Du Mali et de Mauritanie, des animaux y sont conduits, à bord de camions, ou quand la saison s'y prête (disponibilité des pâturages), en marchant. Généralement, les animaux de plusieurs troupeaux sont regroupés quelque part

[21] Même si la totalité des bêtes n'est pas visible, une partie étant laissée un peu en retrait, à proximité du site du marché, ce chiffre nous semble un peu exagéré. Le document présentant le PRDI de Louga parle de 1 200 bovins et 3 000 petits ruminants chaque dimanche. Le rapport sur la situation économique et sociale de l'agence régionale de la statistique de Louga, mentionne quant à lui environ 4 800 petits ruminants et 770 bovins en moyenne entrant dans département de Linguère par semaine, 3 200 et 537 en sortie, 1 080 et 290 en transit.
A titre de comparaison, deux autres évaluations peuvent être mentionnées. Nous avions compté à Méréto (marché au sud de Koumpentoum, région de Tambacounda), un jour de marché ordinaire en 1999, quelques 150 bovins et 500 moutons. Sur cette base, il semble très vraisemblable que le nombre de petits ruminants conduits à Dahra puisse parfois dépasser 5 000 têtes, mais il est difficile de valider l'hypothèse de 10 000. Enfin, au Mali D.G. et C.C. ont relevé que les marchés de Niono et de Ségou représentaient 50 000 à 70 000 bovins par an, soit entre 960 et 1 300 par semaine.

près des frontières dans la région de Kayes avant de prendre la route ou d'être embarqués dans des camions. A partir de Dahra, les animaux sont parfois envoyés vers d'autres marchés, comme à Louga ou plus rarement Saint-Louis, mais plus fréquemment acheminés par camions vers les villes où ils seront abattus pour être consommés.
L'espace polarisé par Dahra ne couvre toutefois pas l'ensemble du Sénégal. Il existe, dans le reste du pays, d'autres circuits polarisés par d'autres centres, même s'ils sont sans doute moins importants. Tambacounda est un autre pôle du commerce de bétail au Sénégal. C'est à Tambacounda que convergent les animaux venant de l'est et du sud est, avant d'être embarqués dans des camions en direction des centres de consommation de l'ouest. Au centre ouest du pays, d'autres pôles jouent des fonctions de relai ou d'étapes dans le circuit de commercialisation des animaux. La localité de Khombole par exemple, entre Bambey et Thiès, est réputée pour jouer un rôle majeur dans le commerce de moutons de la Tabaski.

Le marché de Dahra s'appuie en partie sur des marchés relais tels que Labgar (mardi), Linguère (vendredi), Gassane ou Déali (lundi). Ces marchés sont également des concurrents. Il se dit d'ailleurs que le marché de Dahra n'est plus aussi important qu'il ne l'a été. La littérature et les entretiens confirment l'hypothèse d'un déplacement vers l'est du centre de gravité du commerce de bétail dans cette partie du Sénégal. Louga fut à partir de 1917 et vraisemblablement jusque dans les années 50-60, la première « capitale » de l'élevage (Robin, 1942). Dahra a repris ce rôle mais est aujourd'hui fortement concurrencé par Linguère. Ce mouvement fait écho à un processus de diffusion des marchés hebdomadaires qui s'est effectué dans un premier temps du nord au sud, puis à partir des années 80, d'ouest en est. Aujourd'hui, Louga conserve un *darral* assez important qui contribue à l'approvisionnement des abattoirs de la ville, et à partir duquel quelques expéditions sont organisées vers Saint Louis, Dakar et Touba.

Tous les marchés du Ferlo s'influencent les uns les autres, sont reliés les uns aux autres et avec des localités hors du Ferlo par les systèmes de transport, par les *baana-baana* (commerçants ambulants) et les *dioula* qui les intègrent dans leurs circuits marchands hebdomadaires[22]. Mais les marchés de la zone ne sont pas tous des marchés de bétail, beaucoup sont avant tout des marchés de distribution des biens de consommation courante. Le commerce de bétail a été à l'origine de plusieurs marchés hebdomadaires de première génération, mais c'est le commerce de proximité de biens de consommation courante qui a motivé la création de la génération de *loumo* des années 1980 et 90.

3.3 Les espaces différenciés du commerce

Dans la partie ouest du Ferlo, des bassins commerciaux se dessinent autour de réseaux de marchés structurés par un marché principal, Dahra, et des *loumo* plus petits.
Ces bassins sont à la fois des aires de distribution de biens de consommation et des aires de collecte des produits ruraux, bétail, produits de cueillette et les quelques produits agricoles qui peuvent être mis en vente. C'est aussi là que l'on peut trouver, généralement en petite quantité[23], des compléments alimentaires pour le bétail, tourteaux, niébé fourrager, voire même de la paille, vendue très chère en fin de saison sèche. Les services de transport jouent également un rôle majeur dans la structuration de ces espaces et l'organisation des réseaux

[22] Par exemple, un des chauffeurs de car rapide interrogé à Dahra décrit ainsi sa « tournée » hebdomadaire avec ses clients : lundi à Déali, mardi à Mbacké, mercredi à Keur Ibra Yacine, jeudi à Diourbel, vendredi à Bambey, samedi à Touba Toul, dimanche à Dahra.
[23] Les graines de coton et d'aliments pour le bétail fabriqué à Dakar font l'objet d'un commerce spécifique.

commerciaux. Les marchés hebdomadaires restent, en dépit du développement progressif des lignes régulières, les premiers lieux d'accès aux services de transport.
Se dessinent ainsi des espaces de la vie de relations de proximité que l'on peut qualifier, en reprenant une expression de D. Retaillé (2000), d'espaces de « solidarité » dans le sens où les interrelations qui en lient les lieux, les rendent interdépendants et créent différentes formes de cohésion au sein de ces espaces.

Quelques exemples :

Amali (1988), aire de polarisation locale. Connecté à Dahra

Doundodji (1987), aire de polarisation locale. Connecté à Linguère et Dahra par les commerçants.

Thiargny (1986) : connecté à Affé, Linguère, Lendé, Sanghé, Dahra ou Touba pour l'approvisionnement

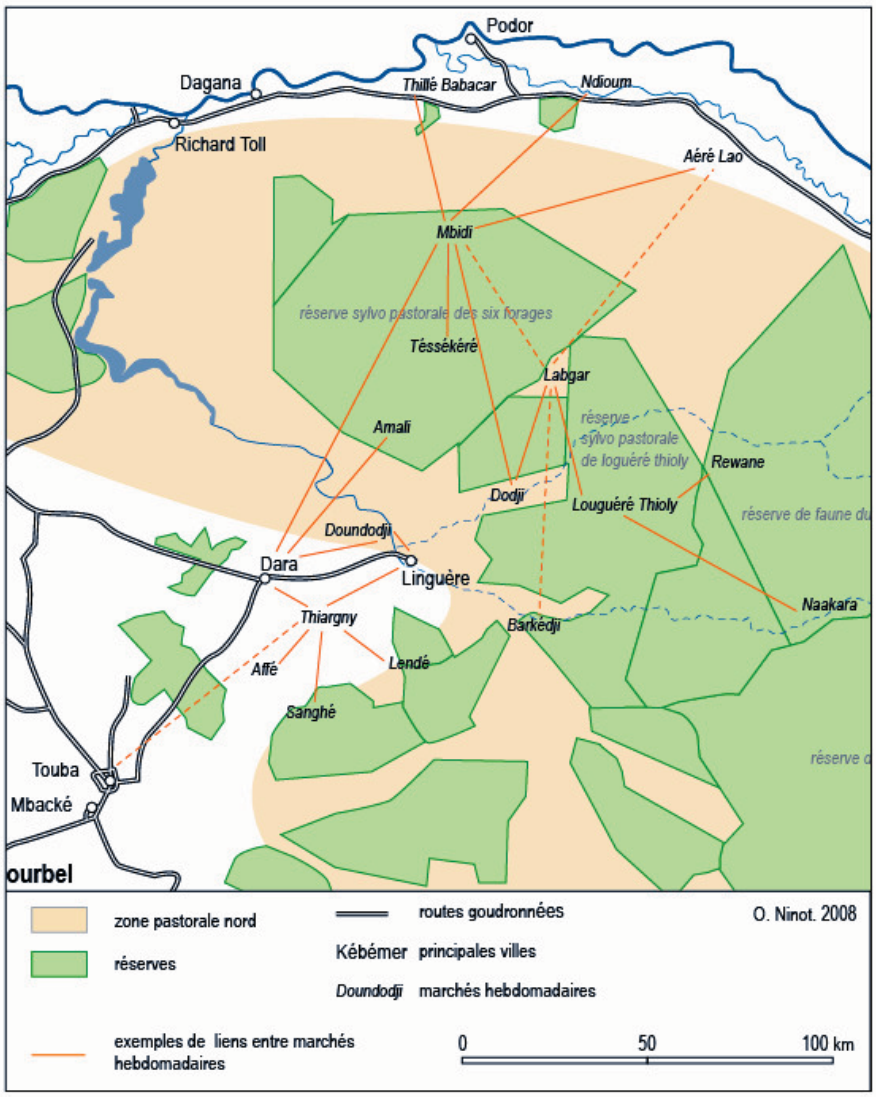
Labgar :
On y trouve du mil (parfois d'origine malienne) ; du poisson de Saint-Louis et des légumes de Potou. Tout est acheté à Dahra. Le bétail acheté ici est envoyé vers Linguère pour prendre un camion vers Dahra ensuite ou parfois directement sur Dakar. Le marché au bétail est très segmenté, des petits groupes se forment selon l'origine géographique correspondant aux tribus des vendeurs.
Les chauffeurs font principalement Dahra ; Linguère ; Lougere Thioly; moins souvent Ndioum , Aere-Lao et Mbidi.
Commerçants : plusieurs tournées sont identifiées
Dahra – Louguere – Labgar – Dodji – Barkedji – Linguère – Naakara
Labgar – Louguere – Nedye Khadre – Pouté – Linguère + Dahra approvisionnement voire Touba
Labgar – Tessekre – Dodji – Linguère + Dahra pour l'approvisionnement voire Touba

Louguere Thiolly : (1991) connecté à Ndiayene Réwane – Labgar – Barkedji – Nakara … on s'éloigne de l'aire d'influence directe de Dahra

Mbibi : connecté aux marchés de Ndioum, Thillé, Tessekre, Yere Lao, Labar, Dahra , Aniam

Les villages de Sivi Abe et Vendou Makam au sud de Ranérou : on vend le bétail soit à des téfanké qui passent, soit en allant à Ranérou, Ouro-Sogui voire Dahra ou Linguère (on prend les véhicules à Ranérou)

En dehors des zones d'influence des *loumo*, d'autres organisations commerciales configurent différemment l'espace. Les commerçants ambulants, qu'ils soient collecteurs de produits agricoles dans le sud du Ferlo, vendeurs de produits divers, ou *téfanké* acheteurs de bétail, sont les vecteurs du désenclavement en l'absence de marchés et ou de services de transports réguliers. Dans ces espaces, les connexions qui s'opèrent sur les principaux axes de circulations, l'axe Linguère – Matam et la RN2, par les rares services de transport et par les villageois eux-mêmes, à pied ou en charrette, ne forment pour autant pas de véritables réseaux aux interconnexions multiples.



Carte de localisation de quelques réseaux marchands. © O.Ninot. 2008

Le commerce du lait produit d'autres organisations spatiales, originales mais rares, la production de lait dans le Ferlo n'étant pas très développée. Deux cas ont pu être observés au cours de la mission, qui sont assez représentatifs de deux types de dispositifs marchands : le cas de Laiterie du Berger à Richard Toll, et à Dahra, celui de l'association d'éleveurs ADID (Association pour le Développement Intégré et Durable en zone sylvo-pasorale).

L'unité laitière d'ADID est située à la sortie nord est de la ville. Les installations, modestes, révèlent à la fois l'ambition d'une production assurée dans des conditions d'hygiène et de qualité sérieuses et les difficultés techniques rencontrées (un moteur récalcitrant, une température basse difficile à garder à l'intérieur de la chambre froide).
L'association d'éleveurs n'a pas les moyens d'assurer une collecte auprès de producteurs éloignés, aussi l'aire d'approvisionnement se réduit, elle, au voisinage : les éleveurs (en fait les femmes) habitant les quelques maisons de ce quartier de la ville et les proches environs sont leurs seuls fournisseurs. Le véhicule est utilisé pour la distribution dans les boutiques de Dahra et de Linguère. L'unité vend du lait caillé sucré ou non. Les sachets d'un litre sont vendus à 600 et 650 francs cfa selon que le lait est sucré ou non. Les 5 litres sont vendus à 3 500 francs. Le sachet de ¼ de l. est vendu 175 francs cfa, il sera revendu en boutique à des prix allant de 225 à 250 francs. L'unité éprouve parfois quelques difficultés à vendre la

totalité des 80 litres collectés, le lait étant un produit fragile et rapidement périssable. Le marché de consommation de lait frais ou de lait caillé produit à partir de lait frais n'est par ailleurs pas très important ; il est, ici comme ailleurs, dominé par la poudre de lait. Un autre exemple peut en donner une illustration. Le jour du marché, nous avons rencontré plusieurs femmes (cf. photo) vendant du lait frais de brousse par bidon de 20 litres, à des prix allant de 2 500 à 3 500 francs le bidon. La plupart ne trouveront pas à vendre et devront soit donner le lait, soit plus vraisemblablement le verser. En revanche, dans le *loumo* qui se tient en ville, nous avons croisé un vendeur de petits sachets de lait sucré glacé fabriqués à Touba avec de la poudre. Proposés à 50 et 100 francs, les sachets se vendent particulièrement bien auprès d'une clientèle jeune, très friande de ce genre de produits.

Véhicule de l'unité laitière d'ADID / ensachage du lait caillé / produit fini conservé en frigo.
(clichés : O.N.)

L'unité laitière de la Laiterie Du Berger (LDB) à Richard Toll, présente un profil bien différent. Cette unité a été ouverte il y a moins d'un an à l'initiative de trois investisseurs sénégalais. La laiterie de Richard Toll emploie 30 salariés (la LDB emploie 20 autres personnes au siège social à Dakar), travaille avec 600 éleveurs dont 400 sont regroupés en coopératives. La collecte du lait est assurée par les véhicules de la LDB sur 4 axes partant de Richard Toll, à une distance n'excédant pas 50 km : le long du lac de Guiers (vers le sud), vers Rosso (ouest et nord), et deux axes vers le Diéri (sud est). La logique d'axe répond à un impératif logistique : afin de maîtriser le kilométrage et le temps de parcours (le lait doit rester frais), le véhicule ne suit qu'un seul trajet, et c'est aux producteurs de venir jusqu'aux arrêts placés sur ce trajet pour y livrer leur lait. Sur ces axes, les éleveurs se regroupent selon des liens de parenté et des logiques de proximité, pour réunir leurs laits dans des bidons moins nombreux mais plus grands et pour mutualiser la livraison. Afin d'améliorer et de sécuriser l'approvisionnement en lait, la LDB a distribué l'an dernier à bas prix de l'aliment pour le bétail spécialement conçu par la compagnie des Grands Moulins de Dakar, et va faire construire un puits financé par un partenaire à 90% et à hauteur de 10% seulement par les

groupements d'éleveurs. La LDB espère à la fois « fixer » les éleveurs sur les axes de collecte et y faire naître de nouvelles pratiques d'élevage propices à la production de lait. La fourniture d'aliment pour le bétail est, nous dit-on, l'une des clefs de la réussite de ce projet. Si ce projet assure son maintien dans le temps, il pourrait bien créer, autour de Richard Toll, des couloirs de développement de l'élevage différenciés par l'importance des revenus tirés du lait et par les modifications des pratiques de l'élevage. Il sera intéressant pour ICARE de suivre l'évolution de ce projet, d'en analyser les impacts, de décrire et de suivre l'évolution des couloirs de collecte en terme de structuration de l'espace et de développement.
Il existe plusieurs mini laiteries à Richard Toll, mais elles ne sont pas nécessairement des concurrentes pour la LDB qui estime que leurs marchés sont très différents, et que, par ailleurs, toute initiative contribuant à développer l'habitude de produire et de vendre le lait chez les éleveurs de la zone leur est, *in fine*, favorable. En revanche, la réduction récente des taxes sur l'importation de la poudre est un réel facteur d'inquiétude, car même si la qualité des produits qu'elle propose les distingue des produits à base de poudre de lait, ils en sont directement concurrents. La LDB propose une gamme de produit assez variée : du lait pasteurisé demi-écrémé (450 francs cfa par ½ litre), du lait frais (5 et 18 litres), du lait caillé en sachet, du yaourt liquide pasteurisé demi-écrémé (600 francs par ½ litre), du yaourt en pot, de la crème fraîche. Le niveau de production actuel est de 2000 litres / jour (tous produits confondus). Les produits de la LDB sont commercialisés dans plusieurs types de boutiques (pourvu qu'elles soient équipées de frigos de bonne qualité) principalement à Saint-Louis et à Dakar.

Le lait et le commerce des animaux vivants rappellent que c'est sans doute dans les centres urbains, Louga, Dahra, Linguère, ou Richard Toll, ainsi que dans les bourgs, que se pose avec le plus d'acuité la question d'ICARE concernant le lien entre internationalisation des marchés et développement territorial. C'est en tout cas là qu'il est plus facile de l'observer.

4. Internationalisation des marchés et territoire

Lors de l'atelier méthodologique de septembre 2007, il est ressorti que les réflexions menées au sein du thème 2 conduisaient à nous interroger sur la « sensibilité » des territoires à l'internationalisation des marchés, soit, d'une certaine manière, sur l'une des modalités de l'articulation du local au global.
Des hypothèses ont été formulées :

(1) L'élevage aussi est un moteur du développement territorial en Afrique (voir point 5 du rapport)
(2) L'ouverture des marchés produit des différenciations au sein des territoires d'élevage
(3) L'ouverture des marchés des produits animaux provoque des changements dans la contribution de l'élevage aux dynamiques territoriales
(4) Le lien de l'ouverture des marchés au développement territorial dépend du type d'organisation de la filière (effets d'entraînement ou inégalités) et de ses liens avec les autres acteurs du territoire
(5) Le développement des marchés nationaux et sous-régionaux ne suffit pas au développement des régions d'élevage (voir point 5 du rapport)

A l'issue de cette mission, il nous a paru utile de revenir sur ces hypothèses. Pas tant avec l'ambition d'avancer quelques éléments de réponse à partir des informations recueillies sur le terrain nécessairement fragmentées et incomplètes, que celle d'identifier des pistes pour des

recherches plus approfondies permettant d'éprouver plus franchement ces hypothèses à la réalité de terrain du Ferlo.

4.1 Un gap temporel et spatial entre les marchés de consommation et les systèmes productifs

Pour cette région, parler des marchés des produits de l'élevage conduit à évoquer principalement les marchés d'animaux vivants destinés à être abattus pour la viande. Dans ce cas, le Ferlo est aux prises avec deux phénomènes en lien avec l'internationalisation. Le premier est évidemment l'importation d'animaux du Mali et de Mauritanie. Le second est l'importation de viande et notamment de viande de poulet qui concurrence vraisemblablement fortement, dans la consommation des ménages, la viande bovine. La question posée est : est ce que l'importation d'animaux des pays voisins et l'importation de viande ont des impacts visibles dans le Ferlo au niveau de la production en terme de recherche d'amélioration de la qualité, de la productivité, etc., ou au niveau de la commercialisation (hausse ou baisse) ?
Une précision doit être faite à propos de la viande de bœuf. La consommation de viande de bœuf local[24] suit une baisse tendancielle au Sénégal (ANSD, Situation Economique et Sociale, 2005), mais cela ne semble pas lié à une pression exercée par les importations de la viande bovine sur les marchés de consommation (les importations resteraient, semble-t-il, à des niveaux relativement modestes). Deux hypothèses exprimées pour l'ensemble du Sénégal sont à valider au niveau local à partir d'enquêtes menées au niveau des consommateurs. La première est que l'augmentation de la consommation de viande de mouton, et surtout de la viande de poulet, elle, en grande partie importée, sont les principaux facteurs explicatifs. La seconde est que le prix de la viande bovine locale est à l'origine de ces évolutions et en explique la baisse de consommation (Ancey et Monas 2005).
Enfin, si elle répond à un marché différent et si elle ne concerne que de faibles volumes, la production locale de lait ne peut pas être complètement déconnectée de l'importation massive de poudre de lait.

Une fois ces précisions faites, le premier élément susceptible d'éclairer nos hypothèses est l'existence, au Sénégal, d'un gap important entre marchés et systèmes productifs. Les marchés de consommation sont en effet influencés depuis très longtemps par les modèles mondiaux comme en témoignent les habitudes de consommation alimentaires sénégalaises, principalement mais pas exclusivement en ville (on mange aussi du *thieboudienne* cuisiné avec du riz importé à la campagne …), et le niveau des importations de produits alimentaires. Par ailleurs, les principaux marchés de consommation, dans le centre ouest urbanisé du Sénégal, sont éloignés des bassins d'élevage, lesquels sont encore aujourd'hui beaucoup moins exposés et depuis moins longtemps aux modèles de consommation et de production mondialisés. Le monde est entré dans le Ferlo (ou plus exactement le Ferlo est « branché » sur le monde), à travers les produits qu'il offre, Internet et le téléphone, depuis finalement assez peu.

Les systèmes de production sont donc inégalement réactifs et sensibles aux évolutions des marchés, qui sont eux de plus en plus influencés par la mondialisation. Une segmentation semble s'opérer entre les systèmes de production en prise avec les évolutions des marchés et

[24] Les animaux importés des pays voisins et abattus au Sénégal rentrent-ils, pour une partie au moins, dans cette catégorie statistique ? On peut effectivement supposer qu'une partie de ce cheptel n'est pas systématiquement enregistrée au niveau des douanes.

ceux qui le sont moins ou ne le sont pas. Cette segmentation est très claire dans le cas des marchés du lait : la Laiterie Du Berger est très sensible à l'évolution des importations de poudre de lait et toute réduction des taxes à l'importation la met en danger. A l'inverse, l'unité laitière de l'ADID est orientée vers un marché de consommation local recherchant un produit particulier et du coup est assez peu sensible aux conjonctures du marché mondial des produits laitiers.
Cette segmentation a-t-elle des implications dans l'organisation des espaces de production ? Conduit elle à des différenciations (hypothèse 2) ? Les deux systèmes sont « structurants » mais l'ampleur des impacts les différencie. Ces différenciations sont principalement liées aux différences des modes de production, des systèmes de collecte du lait, des quantités produites. Est-ce qu'il s'agit d'un effet de seuil d'une échelle à l'autre (production « industrielle » en grande quantité contre production « artisanale » en petite quantité) ou est-ce que c'est le marché cible qui détermine ces différenciations ? Les deux hypothèses sont évidemment liées, mais la première semble la plus déterminante.

Les systèmes extensifs de production d'animaux pour la viande et les espaces qui les abritent semblent moins clairement différenciés à l'échelle du Ferlo. Les marchés de consommation locaux semblent l'être également moins. Il n'y a apparemment pas, dans la région, de marché de consommation de viande qui se distingue par la recherche d'une qualité supérieure ou d'une caractéristique spécifique (une origine géographique, une viande d'animaux jeunes, etc.). En comparaison du prix, la qualité n'est pas un élément déterminant lors de l'achat de viande par les consommateurs. La question qui reste posée est : est-ce que le marché de consommation des grandes villes du centre ouest du pays sont susceptibles d'avoir des impacts suffisamment forts sur la production de bétail dans le Ferlo pour faire émerger un sous-système de production de viande de plus grande qualité ?

Le cas de l'importation d'animaux des pays voisins mérite d'être étudié avec minutie. Quel est le volume de ces importations ? Quelle est sa régularité ? Répond-elle à une demande qualitative spécifique ou à une production locale insuffisante pour satisfaire le marché de consommation national ? Du coup, en quoi la concurrence exercée par ces animaux contribue-t-elle soit à stimuler la production locale, soit à lui réduire sa part de marché ?

Au niveau de la production, une différenciation semble se marquer avec la diffusion progressive des stratégies d'embouche, conduisant à la pratique d'un élevage différent, limitant la mobilité et recourant plus systématiquement que l'élevage extensif pastoral à des compléments alimentaires. L'élevage « modernisé » ou « intensifié » produit une organisation spatiale très différente de celle de l'élevage pastoral mais est encore trop peu diffusé pour marquer significativement l'espace dans la zone du Ferlo. Des enquêtes approfondies auprès de producteurs pratiquant l'embouche permettraient de mieux identifier et analyser leurs stratégies.

Ces rapides observations renvoient aux termes de l'hypothèse 4 concernant le rôle de l'organisation des filières par leurs acteurs et les structures d'encadrements. Il semble clair que les structures de production s'adaptent plus facilement aux exigences du marché quand elles sont appuyées, incitées ou accompagnées dans ce sens. Toutefois, les seules interventions sur les filières ne suffisent à provoquer cette convergence. Certaines exigences des marchés de consommation, liées à des habitudes alimentaires ne peuvent pas être satisfaites par la production locale. Le cas du lait est assez symptomatique. Les consommateurs sénégalais sont habitués à la poudre de lait et lui témoignent une préférence gustative par rapport au lait local, soit trop riche soit trop acide, soit trop … rural ? Il est à

parier que le lait local, même à des prix compétitifs et supporté par un solide réseau de distribution, aurait du mal à s'imposer. Or, le marché est souvent considéré comme une donnée, un élément intangible, et rarement comme un construit social sur lequel il est également possible d'agir pour provoquer des inflexions.

4.2 Des relais et des passerelles entre local et global

Ces deux derniers points (rôle des acteurs des filières et inertie du marché) montrent l'importance des passerelles et des relais entre local et global.

Les projets de développement du secteur et les instruments d'application des politiques de l'élevage peuvent être considérés comme les relais entre, d'un côté, l'influence des marchés mondiaux sur la consommation de produits de l'élevage et sur les modes de production, et de l'autre, l'ancrage territorial ainsi qu'une certaine inertie des systèmes de production. Les projets et les politiques orientent en effet le secteur vers les évolutions des marchés, en proposant ou imposant des évolutions techniques, organisationnelles qui sont fortement influencés par des normes « globales » (amélioration des races et sélection des animaux, stabulation – embouche, normes sanitaires, etc.). En dépit des résistances et des phénomènes d'inertie, les évolutions sont tangibles. Ces relais, dont les résultats ne sont pas toujours ceux attendus, ne sont pas pour autant inefficients.
La question qui doit être posée désormais est celle de l'appropriation de cette fonction de relais localement, par les acteurs des filières productives et ceux du développement territorial. Le développement de relations et d'interactions entre marchés mondialisés et systèmes de production localisés ne peut en effet se faire sans la participation des acteurs locaux eux-mêmes. A ce titre, le degré de connaissance et d'information des acteurs locaux d'une part, et leur capacité d'action sur des marchés ouverts d'autre part, peuvent être considérés comme les indicateurs d'un processus de réaction sinon d'adaptation des systèmes de productions localisés. Des recherches de terrain pourraient être développées pour mieux identifier et mesurer ces indicateurs.
Les associations et groupements de producteurs tels que l'ADID (Association pour le Développement Intégré et Durable en zone sylvo-pasorale) pourraient avoir vocation à jouer ce rôle et, pour certains, le font déjà. L'ADID s'est formée au cours des années 1990-92 et a pris la forme d'une association en 1995. Elle a été appuyée et a beaucoup appris d'une autre association de la vallée du Fleuve (ADENA) en matière de formalisation, d'organisation, de financement, ainsi que d'acquisition de compétences. Elle compte aujourd'hui 1750 adhérents dans 8 communautés rurales et à Dahra, répartis en 14 sections villageoises. Chacune contribue au budget de l'association à hauteur de 15 000 francs par an. Initialement, l'ADID a pour principal objectif de représenter les intérêts des éleveurs auprès des autorités régionales et sectorielles ainsi que de s'imposer comme interlocuteur et comme relais auprès des projets de développement. D'année en année, l'ADID a pu développer les expériences et les compétences des ses membres « cadres » et participe de plus en plus, par leur intermédiaire, à la formation des éleveurs : alphabétisation en pulaar, sensibilisation aux maladies du bétail, formation d'auxiliaires vétérinaires, soutien aux écoles communautaires de base[25], appui aux groupements de femmes, etc. L'ADID a aussi ouvert une unité de production de lait à Dahra (cf. plus haut) ainsi qu'une radio rurale, « Ferlo FM ». Autrefois « parrainée », elle accompagne à son tour les associations émergentes au sud et à l'est de Dahra.

[25] Projet financé par des fonds canadiens qui viserait à proposer à des jeunes de 12 à 14 ans des programmes scolaires adaptés aux rythmes de la transhumance.

(clichés : O.N.)

Parfois relais des projets de développement et d'une partie des politiques de l'élevage, les membres de l'ADID en sont également les premiers et les plus durs critiques. Détenteurs d'une connaissance sur les caractéristiques locales de l'élevage et en même temps au fait des évolutions du monde, porteurs d'une vision du secteur et de son rôle dans le développement, leurs actions sont orientées par ce qu'ils connaissent et vivent au niveau local, par ce qu'ils savent du global, et par l'articulation qu'ils en font.

D'autres types de passerelles entre local et global sont créées par l'urbanisation. Les impacts de l'urbanisation en général et de la croissance des petites villes en particulier sur les économies locales ont été maintes fois étudiés en géographie comme en économie. Dans notre zone d'étude, la croissance de Louga et de Dahra depuis plusieurs années, celles de Linguère aujourd'hui et de Ranérou demain ont évidemment des effets stimulants sur la production agricole (principalement la production de légumes vendus sur les étals des petits urbains permanents) et sur l'élevage (de mouton notamment pour approvisionner les nombreuses dibiteries[26]) des campagnes alentour. Mais, au-delà de ces simples effets, les dynamiques d'échanges marchands et non marchands au sein de petits espaces ruraux polarisés par ces centres jouent pour beaucoup dans la régulation des tensions entre local et global[27]. Cette régulation s'opère par la coexistence d'une dynamique d'ouverture au système monde par l'intermédiaire des petites villes et d'une attitude de protection par repli sur un espace local (re)constitué autour de bourgs. Ces petites villes, bourgs, et les continuums rural-urbain qu'ils créent autour d'eau « *sont en effet à la fois les tampons et les passerelles entre le local et le global. Les tampons, car ce sont dans les espaces qui sont enserrés dans la ruralité et en même temps proches des grandes villes, que se règlent les conflits entre les enjeux locaux et les impératifs d'une économie mondialisée. Les passerelles, car ce sont les espaces ruraux les mieux connectés aux réseaux urbains qui s'intègrent le plus dans les circuits mondiaux, que ce soit par leurs productions ou par leurs consommations.* » (Ninot, 2005).
L'un des éléments clefs de cette hypothèse (qui, pour le cas du Ferlo, reste à valider par des recherches de terrain plus complètes) est que les nouveaux besoins de consommation de biens et de services dans des campagnes en voie de désenclavement sont de forts stimulants pour la commercialisation des produits agricoles et de l'élevage. Ceci signifie que la compréhension des dynamiques marchandes des produits de l'élevage au sein de petits espaces passe par une analyse globale des échanges marchands et de leurs évolutions.

[26] Gargotes où l'on sert de la viande de mouton grillée.
[27] Ainsi D. Retaillé Retaillé (2000) affirme que le développement du territoire passe aussi par « *la promotion d'un centre animateur, relais du monde et placé à égale distance de tous les lieux : la ville* ».

4.3 Des dynamiques des marchés aux dynamiques des territoires ?

En quoi l'internationalisation des marchés a-t-elle des effets sur le territoire ? La question peut être retournée et formulée ainsi : l'internationalisation des marchés des produits de l'élevage contribue-t-elle aux dynamiques territoriales qui sont observées dans le Ferlo ?

Une hypothèse, après quelques impressions alimentées par le terrain est que ce n'est peut être pas tant des éventuels effets locaux d'une internationalisation des marchés que d'autres facteurs qui provoquent, dans la zone du Ferlo, des évolutions des activités d'élevage et des évolutions des dynamiques spatiales. Le développement de l'agriculture dans les territoires situés au sud (en fin de parcours de transhumance), la pression foncière qui en découle, l'augmentation de la population et la faiblesse du pouvoir d'achat (impact sur le niveau de consommation de viande notamment), l'évolution des modes de vie, pour ne citer que ceux-ci ne sont ils pas des facteurs plus importants ? Une autre hypothèse est que les effets de l'internationalisation des marchés sont tellement indirects qu'ils ne nous apparaissent pas.
Deux exemples peuvent être explorés.

L'évolution des mobilités et des pratiques pastorales au Ferlo n'est pas un phénomène récent. Parmi d'autres auteurs, Santoir en parlait déjà avant même qu'on parle de mondialisation (Santoir, 1983). Mais y-a-t-il, dans les évolutions récentes, des signes qui sont directement ou indirectement liés à l'ouverture des marchés des produits de l'élevage ? Trop peu d'éléments ont été rassemblés à ce stade pour argumenter une réponse, mais des pistes de recherche se précisent. Des enquêtes approfondies auprès des pasteurs réduisant leurs mobilités (soit à des « petites » transhumances, soit à des transhumances exceptionnelles dans le cas d'années particulièrement sèches par exemple), ainsi qu'auprès de ceux qui commencent à s'orienter vers des modes d'élevage complètement nouveaux dans la région (réduction du nombre de têtes, stabulation plus systématique, recours à des compléments alimentaires, production de lait, etc.) devraient permettre de comprendre les déterminants des changements de leurs comportements. Entre l'évolution des modes de vie, celle des ressources environnementales, la multiplication des forages, la réduction, pour quelques familles, de la taille des troupeaux, quelle est la part des facteurs liés à l'évolution récente des marchés ? Ces comportements sont ils en partie au moins provoqués par un accroissement des contraintes pour accéder aux marchés ou au contraire par l'apparition de nouvelles opportunités ?

Le développement de la vie de relations et le désenclavement des campagnes, en lien avec la multiplication des marchés ruraux hebdomadaires au cours des décennies 80 et 90 sont généralement interprétés comme les conséquences de plusieurs facteurs. Il s'agit principalement du retrait puis de la disparition des organismes de commercialisation des produits agricoles, et du développement du petit commerce en lien d'une part avec la croissance démographique et d'autre part avec la recherche de revenus complémentaires aux revenus agricoles en baisse. Dans le Ferlo, cette évolution a eu des impacts sur la commercialisation des produits de l'élevage, les marchés ruraux hebdomadaires étant les principaux lieux de mise en vente des animaux et parfois du lait. Avec la multiplication des *loumos*, ce sont les opportunités de vente qui se multiplient et les distances aux lieux du commerce qui se réduisent. Mais en quoi peut-on lire dans ces évolutions des effets directs ou indirects de l'internationalisation des marchés des produits de l'élevage ? Les premières impressions recueillies sur le terrain permettent difficilement de répondre, mais l'exploration du lien entre l'évolution des modes de consommation des populations rurales et la commercialisation des animaux pourrait permettre de mesurer l'importance du lien entre des dynamiques locales et des influences de modèles mondialisés.

5. A la recherche d'indicateurs d'un « développement territorial » dans la zone pastorale du Ferlo

Dans le Ferlo, l'hypothèse selon laquelle l'élevage est aussi un moteur du développement territorial (hypothèse 1) peut paraître évidente. Mais comment le mesurer ? Des dynamiques territoriales au développement territorial, les questions de méthode ne sont pas résolues et le cadre théorique pas complètement fixé.
Plusieurs indicateurs d'un développement territorial ont été retenus à la suite des ateliers tenus à Dakar et à Montpellier en 2007. Le développement territorial a été distingué du développement local en fonction de l'échelle, d'un lien plus fort au territoire, d'un renforcement de la capacité des acteurs à prendre en main le devenir de leur territoire.
Les indicateurs retenus devraient nous permettre de prendre la mesure des processus de développement territorial en lien avec les dynamiques de l'élevage, c'est-à-dire de questionner l'élevage à l'épreuve du développement territorial.
Il s'agit ici de s'interroger sur ces indicateurs à la lumière des premières informations recueillies sur le terrain.

5.1 Les indicateurs retenus

La croissance de la production et de la commercialisation des produits de l'élevage
Ce sont des indicateurs difficiles à manipuler. D'abord parce qu'il est difficile de mesurer sur le terrain des évolutions sur un pas de temps suffisamment long pour qu'il soit significatif et pertinent. Ensuite parce que les mécanismes qui sont à l'origine de ses évolutions ne sont pas non plus simples à reconstituer. Enfin, il n'est pas certain que l'augmentation de la production et de la commercialisation se traduisent toujours par des effets en termes de développement territorial. Quant à l'augmentation du nombre de marchés ruraux hebdomadaires dans les années 1980 et 90, il serait abusif de l'imputer au seul développement de l'élevage. Cette vague de création de nouveaux marchés qui affecte presque tout le territoire sénégalais doit être mise en relation avec des changements multiples et profonds dans les structures de l'économie sénégalaise : libéralisation du commerce des produits agricoles et disparition progressive des structures nationales de commercialisation, développement du petit commerce en réaction à la crise des agriculture, évolution démographique et croissance de la consommation en milieu rural.

L'augmentation de l'autonomie et des capacités des acteurs locaux, ainsi que le développement de synergies entre acteurs
L'organisation des acteurs en groupements et associations est un indicateur qui ne suffit sans doute pas. Plusieurs autres éléments sont à retenir :

- Le développement des capacités et de l'organisation des acteurs de la filière, notamment mesuré dans le rôle qu'ils jouent au sein des projets de développement de la filière au niveau local comme au niveau régional
- Le rôle des représentants des intérêts du secteur ainsi que leur importance en tant qu'interlocuteur auprès des instances en charge de l'aménagement et du développement territorial (de la CR à la région, voire au niveau national)
- Le rôle des acteurs, groupements et encadrements du secteur de l'élevage dans des processus de développement qui ne sont pas en lien direct avec le secteur. Interventions par exemple dans le développement des structures et des services de santé, de scolarisation, dans l'appui aux associations de femmes et de jeunes, etc. La

capacité des acteurs du secteur de l'élevage à se projeter en dehors de leur domaine principal d'activité en ferait des acteurs clefs du développement. Il s'agit de mesurer le niveau de *leadership* des acteurs du secteur dans le développement.

Complémentarités entre activités
Cette complémentarité peut revêtir deux aspects : le développement de synergies entre l'élevage et d'autres activités d'un côté, et l'ensemble des conditions nécessaires au développement de l'élevage et à l'existence d'effets positifs de ce développement sur le territoire. Plusieurs indicateurs peuvent être observés :

- Elevage et organisations marchandes : poids des produits de l'élevage et des intrants dans les dynamiques commerciales et dans le dynamisme des marchés ruraux par exemple.
- Intégration – complémentarité entre agriculture et élevage notamment dans les systèmes de production (développement de cultures fourragères ; utilisation de la fumure animale)
- Contribution de l'élevage au développement d'autres activités. Par exemple le développement du transport ou du petit commerce à partir d'investissements provenant de l'élevage.

Intensité des relations villes - campagnes
Cet indicateur se rapproche de celui concernant la croissance de la commercialisation et de celui concernant la complémentarité entre activités. Mais plus encore, cet indicateur renvoie au rôle des centres, villes, bourgs et marchés, dans le développement territorial et dans la dynamisation des secteurs productifs. Il s'agirait donc de mesurer le rôle de l'élevage dans les relations villes – campagnes (cf. point précédent) ainsi que le rôle de l'élevage dans le développement des bourgs et villes.

5.2 D'autres indicateurs ?

Deux choses n'apparaissent pas de manière suffisamment explicite dans ces indicateurs.
La première est la place et le rôle de l'élevage dans les projets exprimés pour le territoire, que ce soit par les institutions (ARD, Direction Régionale de l'Aménagement du Territoire), par les projets de développements (menées par des ONG notamment), ou par les populations elles-mêmes. Cette place et ce rôle sont déterminés par les systèmes de représentation de l'élevage. A l'élevage comme mode de vie, comme ciment culturel et identitaire, comme media entre l'homme et son environnement, comme principale source de revenus, s'oppose la vision d'un élevage hors de la modernité, peu rentable, prédateur pour l'environnement, peu structurant pour l'économie et le territoire. L'opposition est encore aujourd'hui très tranchée et la seconde vision domine au niveau politique.
Le second élément qui n'apparaît peut être pas suffisamment concerne la relation entre l'élevage et les ressources naturelles, soit la dimension environnementale du développement durable. Or cette dimension est singulièrement importante au Ferlo, où le pastoralisme s'appuie sur la richesse et la diversité d'écosystèmes réputés fragiles.

Enfin, nous devons peut-être prendre en compte dans la construction de nos indicateurs, les représentations du développement par les éleveurs eux-mêmes. Si l'on pose aux éleveurs la question de ce qu'est le développement selon eux, les réponses données évoquent la santé animale, l'éducation, l'accès aux points d'eau, ou encore l'existence de voies de communication. Une partie des réponses se rattachent à l'aménagement du territoire et à

l'amélioration des conditions d'accès à différents services et infrastructures. La question qui se profile en creux est celle de la distance et de sa maîtrise, qu'évoque par exemple D. Retaillé (1994) pour qui réduire la distance est la « *tension de base du mode d'existence spatiale des sociétés* ». Le développement serait donc synonyme d'une maîtrise de la distance.
Concrètement, dans le Ferlo, la maîtrise de la distance passe par le désenclavement et la sécurisation des accès aux ressources, aux services et aux biens. Des recherches méthodologiques pourraient être engagées sur cette piste : comment évaluer l'efficacité des configurations spatiales produites par et pour l'élevage (des UP aux organisations marchandes en passant par les différentes couvertures du territoire par les dispositifs d'encadrement et d'appui au secteur tels que les services vétérinaires, les organismes de micro-crédit, etc.) en termes de sécurisation de l'accès aux ressources, services et aux biens ?

6. Conclusions : questionnements et perspectives de recherche

Cette mission était conçue comme une mission « exploratoire ». Son principal objectif était donc d'identifier les grandes dynamiques territoriales et celles du secteur de l'élevage afin d' « explorer » les questions posées par ICARE sur le terrain du Ferlo. Ce rapport fut donc moins destiné à formuler des conclusions qu'à identifier ou préciser des questions et perspectives de recherche.

A l'issue de cette mission, plusieurs questions précises ont vu le jour. Elles peuvent être rassemblées dans quelques pistes de recherches à approfondir. D'autres questions, d'ordre plus général, précisent le contexte problématique dans lequel se présentent celles que pose ICARE sur le terrain sénégalais, celui du Ferlo en particulier.

6.1 Des pistes de réflexion

Cette première mission de terrain fait ressortir deux réflexions qui dans une certaine mesure sortent assez largement des questions posées par ICARE mais qui fixent un arrière plan problématique essentiel pour le Sénégal.

La première concerne la compréhension des interdépendances entre les territoires. Il faut peut-être sortir du Ferlo pour mieux le comprendre. En effet, penser le développement de cette partie du nord du Sénégal ne peut se faire sans penser également aux autres parties du territoire avec lesquelles est lié le Ferlo. Dans les franges nord des régions de Kaolack et de Tambacounda, l'accueil saisonnier des pasteurs transhumants, les échanges de mil, d'arachides, de tourteaux, de graines de coton, de lait, etc. créent des liens d'interdépendance forts avec le Ferlo. Sans doute faut-il en prendre la mesure et éclairer les évolutions observées dans le Ferlo à la lumière de celles observées dans ces autres territoires. De la même façon, si l'hypothèse que l'évolution des marchés contribue à l'évolution des systèmes productifs est retenue, alors une partie des déterminants de celle-ci est évidemment à chercher dans les marchés de consommation des produits du Ferlo, soit principalement Dakar.

La deuxième réflexion concerne le foncier au Sénégal. L'évolution de l'élevage pastoral et l'extension des terres cultivées contribuent à augmenter fortement la pression sur le foncier et sur l'accès aux ressources. Par ailleurs, la création des UP, les revendications des agriculteurs sur des espaces réservés aux activités pastorales, la pression exercée par l'élevage autant que par l'agriculture sur les espaces de réserves, tout ceci dans le contexte de mise en place de la décentralisation et de transfert vers le local de multiples compétences, imposent une réflexion

au niveau national sur le statut foncier des espaces convoités et sur les règles prévalant à leur exploitation. Spécifiquement pour l'élevage, les questions qui émergent ou qui sont ravivées par ce contexte sont celle de la définition des territoires de l'élevage pastoral à l'échelle du pays et, à l'échelle locale, de la définition de l'unité spatiale pertinente de gestion de l'élevage[28], et de son statut.

6.2 Perspectives

Plusieurs recherches de terrain portant sur des questions précises pourraient être envisagées pour le Ferlo. La liste dressée ci-dessous, fortement orientée sur des questions prenant place dans le cadre du thème 2 de l'ATP, n'est sans doute pas exhaustive. La définition de priorités entre ces possibilités dépend des moyens matériels et humains disponibles pour ce terrain et surtout de la nécessaire convergence des recherches menées sur les différents terrains de l'ATP ICARE.

- Dahra, capitale de l'élevage. L'élevage et la ville. (cf. compte-rendu de l'atelier Dakar)

- Les laits de Richard Toll : systèmes productifs différenciés et dynamiques de développement à l'échelle locale. (idem)

- Commercialisation des animaux dans le Ferlo : volumes, saisonnalité des flux, origines des animaux et circuits commerciaux, acteurs et mécanismes de régulation des prix et de l'offre à la demande.

- Relations – interdépendance entre le Ferlo et d'autres régions (y compris hors Sénégal) : parcours de transhumance, relations commerciales lointaines dont importation des animaux du Mali et de Mauritanie, etc.

- Dynamiques territoriales d'espaces ruraux de la zone pastorale : bourgs, villes, marchés : essayer de comprendre les dynamiques de développement en lien avec une articulation global – local.

- Les acteurs du développement territorial : qui fait quoi sur quel territoire ? quelle place et rôle des acteurs du secteur de l'élevage ? imbrications, enchevêtrements et conflits de compétences spatialisées.

- Caractéristiques et comportement des marchés de consommation et impacts sur les stratégies des producteurs

Enfin, la poursuite des recherches sur le terrain du Ferlo suppose, outre différentes enquêtes ciblées, un important travail de synthèse bibliographique ainsi qu'un important travail de collecte de données de base (nombre de têtes, volumes des flux commerciaux, suivi des prix, etc.) afin de répondre à l'objectif de prise en compte des évolutions dans le temps et à celui de la cartographie des dynamiques territoriales en lien avec l'élevage.

[28] Cf. notamment les contributions de C. Ba, E. Le Roy, et C.I. Sylla dans Bourgeot (1999).

Références bibliographiques

Articles et ouvrages :

Adriansen Hanne Kirstine, Nielsen Thomas Theis, (2005) « The geography of pastoral mobility: A spatio-temporal analysis of GPS data from Sahelian Senegal ». *GeoJournal* 64: 177–188.

Augusseau Xavier, Cheylan Jean-Paul, Liehoun Edwige (2004). « Dynamiques territoriales de l'agropastoralisme en zone de migration : niveaux d'organisation et interactions ». In *Cahiers d'études et de recherches francophones / Agricultures*. Volume 13, Numéro 6, 488-94, Organisation sociale et usage des ressources.

Ba Cheik, (1982). *Les Peuls du Sénégal. Etude géographique*. Thèse de doctorat d'Etat sous la direction de Jean Dresch. Université de Paris 7. 541 p. + appendices.

Ba Cheikh (1999). « Stratégies spatiales pastorales et logique territoriale de l'Etat. Le cas du Sénégal », in André Bourgeot, s. dir., *Horizons nomades en Afrique sahélienne. Sociétés, développement et démocratie*. Paris, Karthala, 491 p., pp. 413-425,

Benoit Michel, (1977). « Le pastoralisme en savane et la « territorialisation des parcours ». *Cahiers Orstom, série sciences humaines*, vol. 14, n°2. 217-219

Cning Matha C., (2004). *Trade, political influence and liberalization : situating the Poor in the political economy of livestock in Senegal*. PPLPI working paper n°8. 44 p.

Corniaux Christian, (2003). La filière lait et produits laitiers dans la région de Saint-Louis. ISRA – PSI. 58 p.

Cotula L. (dir.), 2006. *Droits fonciers et accès à l'eau au Sahel. Défis et perspectives pour l'agriculture et l'élevage*. IIED. Dossier n°139. 106 p.

Dia Djiby, Duteurtre Guillaume, Ba Alioune, Ba Cheikh. (2006). *L'organisation spatiale de la production laitière au Sénégal : des quartiers « meewtu » aux nouvelles dynamiques en milieu rural.* Bamako, 2èmes rencontres régionales du REPOL. 17 p.

Dia Sow Fatimata, Badiane Aminata, Maloney Maurice, (2004). « L'embouche paysanne, un exemple d'adaptation de l'élevage traditionnel à la nouvelle situation agricole dans le bassin arachidier du Sénégal ». In *Cahiers d'études et de recherches francophones / Agricultures*. Volume 13, Numéro 2, 211-9. Etudes originales.

Dieye P. N., Duteurtre G., Sissokho M.M., Sall M., Dia D. (2005). « Linking local production to urban demand: the emergence of small-scale milk processing units in Southern Senegal ». in *Livestock Research for Rural Development* (LRRD), 17 (4).

Dieye Papa Nouhine, (2003). *Comportements des acteurs et performances de la filière lait périurbain de Kolda (Sénégal)*. Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, Série "Master of Science" n°61 2003. 71 p.

Dieye Papa Nouhine, Duteurtre Guillaume, Cuzon Jean-René and Dia Djiby (2007). « Livestock liberalization and trade negotiations in West Africa ». *Outlook on AGRICULTURE* Vol 36, No 2, pp 93–99

Duvergé Anne. (2006). *Quel avenir pour la filière bovine du Sénégal ?* Mémoire de fin d'études de l'ISTOM. Sous la direction de M. Baldé. 104 p.

Etienne Le Roy : A la recherche d'un paradigme perdu. Le foncier pastoral dans les sociétés sahéliennes, in André Bourgeot, s. dir., Horizons nomades en Afrique sahélienne. Sociétés, développement et démocratie. Paris, Karthala. 491 p., pp. 397-413.

FAO (2005). *Livestock sector brief. Senegal.* 20 p.

Hanne Kirstine Adriansen (2006). « Continuity and change in pastoral livelihoods of Senegalese Fulani ». *Agriculture and Human Values* 23: 215–229

Hesse Ced, MacGregor James. (2006). *Le pastoralisme, richesse cachée des zones arides. Développement d'un cadre économique pour l'évaluation du pastoralisme en Afrique de l'Est.* IIED. Dossier n° 142. 48 p.

Ndione Cheikh Mbacké. (1985). *Structure et fonctionnement de la commercialisation des bovins et de la viande bovine au Sénégal : exemple de l'axe Dahra – Dakar.* Mémoire de titularisation, ISRA. 106 p.

Ninot O. (2005). « Pour une lecture critique des circulations entre villes et campagnes dans les pays du sud : l'exemple du Sénégal ». in Arlaud S., Jean Y., Royoux D., *Rural – urbain, nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses Universitaires de Rennes. pp. 455-466

Retaillé Denis. (1993). « Afrique : le besoin de parler autrement qu'en surface », *Espaces Temps*, n°51-52, pp. 52-62.

Retaillé Denis. (1994). « Localiser, relier, découper. Pratiquer la géographie régionale », *Historiens et Géographes*, n°346, pp. 169-178.

Retaillé Denis. (2000). « Afrique : le territoire entre identité et développement ». *Les Cahiers d'Outre Mer*, n°211, Bordeaux, pp. 189-211.

Robin J. (1945). « Le Marbat, marché au bétail de Louga ». *Africa: Journal of the International African Institute,* pp 47-62.

Santoir Christian , (1983). *Raison pastorale et politique de développement. Les Peuls sénégalais face aux aménagements.* Orstom, travaux et documents n° 166. 185 p.

Santoir Christian , (1994). « Décadence et résistance du pastoralisme. Les Peuls de la vallée du fleuve Sénégal ». in *Cahiers d'études africaines,* 133-135, XXXIV-I-3, pp. 231-263.

Sar Moustapha. (1973). Louga et sa région. Essai d'intégration des rapports ville-campagne dans la problématique du développement. IFAN, Dakar.

Sutter J.W. (1987). « Cattle and inequality : herd size differences and pastoral production among the Fulani of northeastern Senegal ». *Africa*, 57 (2). 196-218.

Swallow Brent, (1993). *The Role Of Mobility Within The Risk Management Strategies Of Pastoralists And Agro-Pastoralists.* IIED, Gatekeeper series no. 47. 28 p.

Sylla Cheikhou Issa (1999). « Transhumance et décentralisation. La gestion des ressources pastorales au Sénégal ». in André Bourgeot, s. dir., *Horizons nomades en Afrique sahélienne. Sociétés, développement et démocratie.* Paris, Karthala, 491 p., pp. 295-309

Thomas J. Bassett & Matthew D. Turner (2007). « Sudden Shift or Migratory Drift? FulBe Herd Movements to the Sudano-Guinean Region of West Africa ». *Human Ecology*, 35:33–49

Toure Oussouby. (1988). « The pastoral environment of northern Senegal », *Review of African Political Economy*, 15:42, pp. 32 – 39.

Touré Oussouby (1990). *Ngayanaaka majji : la perte des pratiques pastorales dans le Ferlo (nord sénégal).* IIED, dossier n°22. 25 p.

Touré Oussouby. (1992). « Crise agricole et comportements de survie Le cas du Ferlo (Sénégal) » *Société-Espace-Temps*. I,1 : 90-102

Tourrand Jean-François. (2000). *L'élevage dans la révolution agricole au Waalo, delta du fleuve Sénégal*. CIRAD. 164 p.

Turner, Matthew D. (1999) « Merging Local and Regional Analyses of Land-Use Change: The Case of Livestock in the Sahel », *Annals of the Association of American Geographers*, 89:2, 192 - 219

Vatin François. (1996) *Le lait et la raison marchande. Essais de sociologie économique.* Rennes: Presses Universitaires de Rennes. 205 p.

Vatin François. (1996). *Le lait et la raison marchande. Essais de sociologie économique.* Presses Universitaires de Rennes. 204 p.

Wane Abdrahmane, Ancey Véronique et Grosdidier Basile. (2006). « Les unités pastorales du Sahel sénégalais, outils de gestion de l'elevage et des espaces pastoraux. Projet durable ou projet de développement durable ? », *Développement durable et territoire*, Dossier 8 : Méthodologies et pratiques territoriales de l'évaluation en matière de développement durable.

Documents ICARE :

Duteurtre G. (2007). *Fiche de projet de l'ATP ICARE* « Impact de l'ouverture des marchés sur le développement territorial des régions d'élevage en Afrique occidentale et orientale ». 22 p.

Gautier D., Corniaux C. Dicko M. (2007). *Polarisation des flux de bétail par les marchés dans les régions de Ségou et Niono au Mali*. 52 p.

Ly Cheikh (2007). *Politiques d'élevage, pauvreté et développement en Afrique au sud du Sahara.* Note de cadrage du projet ICARE, 4ème s journées « politiques d'élevage du groupe transversal EPE. CIRAD-EPE. 12 p.

Magrin G. (2007). Dynamiques territoriales et place de l'élevage au Sénégal. Note de cadrage du projet ICARE, 4ème s journées « politiques d'élevage du groupe transversal EPE. CIRAD-EPE. 15 p.

Magrin G. (2007). *Rapport de mission à Kolda et Vélingara*. 31 p.

Magrin G. (2007). *Synthèse des travaux de l'atelier du thème 2 dynamiques de développement territorial dans les bassins d'élevage*. Atelier méthodologique de lancement de l'ATP ICARE. Montpellier, août 2007. 5 p.

Tonneau J.P. (2007). *Pourquoi diable le développement territorial, et, plus encore, pourquoi y croire ?* Note de cadrage du projet ICARE, 4ème s journées « politiques d'élevage du groupe transversal EPE. CIRAD-EPE. 17 p.

Documentation produite par les services de l'Etat :

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. 2005. Situation économique et sociale du Sénégal. 235 p.

Conseil Régional de Louga, 2004. Plan Régional de Développement Intégré. 115 p.

Conseil Régional de Louga, 2005. Schéma régional d'Aménagement du Territoire. 137 p.

Ministère de l'élevage, 2007. Projet d'Aménagement et de Développement Villageois. Présentation succincte du PADV. 6 p.

Ministère de l'environnement et de la protection de la nature- CSE. 2005. Rapport sur l'état de l'environnement au Sénégal. 214 p.

Projet d'Appui à l'Elevage (PAPEL) - Centre de Suivi Ecologique (CSE), 2004. Caractérisation des Unités Pastorales. 114 p.

Liste des personnes rencontrées.

NOM	Lieu	Fonction
Ba Abdoul	Thiargny	Conseil du Président de la CR de Thiargny
Ba Abdoul	Labgar	Chef du Darral de Labgar
Ba Abiboulaye	Louga	PADV (Programme d'appui au développement des villages) : service planification appui et suivi.
Ba Bassirou	Dahra	Chef du marché aux bovins de Dahra
Ba Mr.	Louguéré Thioly	Président CR Louguéré Thioly
Bathily Bacary	Richard Toll	Responsable unité de production de la Laiterie du Berger à Richard Toll
Bodian Mr.	Louga	Responsable de la Direction Régionale de l'Aménagement du Territoire.
Cissé Abdourahmane	Louga	Adjoint au Responsable de l'Agence Régionale du Développement (ARD).
Cissé Alioune	Louga	Directeur de la Direction Régionale de la Prévision et de la Statistique.
Dia Abderhamane	Dahra	Responsable d'agence du Djomec à Dahra
Diakhaté Ismaila	Amali	Chef du village
Diallo Gadio	Labgar	Président CR Labgar
Diankha Mahmat	Ranérou	Sergent des Eaux et Forêts
Diop Mme.	Louga	ARD (Agence Régionale du Développement). Cellule SIG.
Hameed S. Shahul	Dahra	Agronomiste Asyila Gum
Ka Daouda	Dahra	Chef du marché aux moutons de Dahra
Ka Gathiol	Doli	Ancien responsable de la gestion des pâturages du ranch de Doli.
Ka Mr.	Linguère	Coordinateur PAPEL Linguère
Ndao Mr.	Matam	Responsable du développement agricole et pastoral du PRODAM
Ndiaye Thiadiaye	Louga	Adjoint au Directeur de la Direction Régionale de la Prévision et de la Statistique.
Ngom Ibra	Mbeuleukhé	Membre du Conseil Rural
Niang Mr.	Doundodji	Chef du marché de Doundodji
Seye Cheikh	Louga	PADV (Programme d'appui au développement des villages) : unité agropastoralisme
Seye Cheikh Cissé	Louga	PADV (Programme d'appui au développement des villages) : Unité agro pastoralisme.
Sow Ahmet	Louga	Adjoint chef du marché au bétail de Louga
Sow cheikh Malick	Dahra	Président de l'association ADID
Sow Cheikh Malick	Dahra	Président de l'ADID
Sow Mme.	Louga	Responsable de l'Agence Régionale du Développement (ARD).

Calendrier

22/11/07 :
Voyage Dakar – Louga
Entretiens à Louga

23/11/07 :
Entretiens à Louga
Voyage Louga – Dahra

24/11/07 :
Entretiens à Dahra
Entretiens à Mbeuleukhé et Amali

25/11/07 :
Entretiens sur le marché de Dahra
Entretiens à Thiargny
Voyage Dahra – Linguère

26/11/07 :
Entretiens sur le marché de Doundodji
Entretien avec un responsable du PAPEL à Linguère
Voyage Linguère – Labgar

27/11/07 :
Entretiens sur le marché de Labgar
Entretiens à Louguéré Thiolly
Voyage Labgar – Ranérou

28/11/07 :
Entretien à Ranérou avec un responsable du service des eaux et forêts
Entretiens à Sivi Abé et à Vendou Makam
Entretien à Matam avec un responsable du PRODAM
Voyage Ranérou – Ndioum via Matam

29/11/07 :
Entretiens à Mbidi et à Ntiago (le long du lac de Guiers)
Voyage Ndioum - Saint-Louis via Mbidi et lac de Guiers

30/11/07 :
Visite de la Laiterie du Berger à Richard-Toll et entretien avec le responsable, en compagnie de collègues du Département de Géographie de l'UGB, O. Diop et D. Dieng.
Voyage Richard-Toll – Dahra.

01/12/07
Entretiens à Thiel
Entretien avec G. Ka, au ranch de Doli
Retour sur Dakar.